

DANY GAUDRY
Coordonnateur SPS Niveau 1

2, Impasse des rougettes
95800 CERGY

01 34 42 29 05
06 65 93 08 11

dany.gaudry.dgcsps@gmail.com

PLAN GENERAL DE COORDINATION

EN MATIERE DE

SECURITE

ET DE

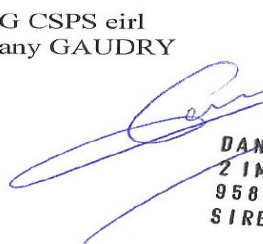

PROTECTION DE LA SANTE

P.G.C.S.P.S.



SIGNATURE DU COORDONNATEUR SPS

DG CSPS eirl
Dany GAUDRY



DANY GAUDRY DG CSPS EIRL
2 IMPASSE DES ROUGETTES
95800 CERGY 06 65 93 08 11
SIRET 851 127 738 00017

SIGNATURE DE L' ENTREPRISE

MISE A JOUR			
DATE	INTITULE	MODIFICATION	PHASE
20/09/21	PGC INDICE 00	Création du document	APS/APD
28/04/22	PGC INDICE 01	Mise à jour phase PRO	PRO
30/05/25	PGC INDICE 02	Mise à jour phase PRO	PRO

SOMMAIRE

AVANT - PROPOS.....	4
1RENSEIGNEMENTS D' ORDRE ADMINISTRATIF INTERRESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLÉTANT LA DÉCLARATION PRÉALABLE.....	5
1.1DESCRIPTION SOMMAIRE DE L' OPERATION.....	5
1NATURE DES TRAVAUX / liste des lots.....	5
2ADRESSE DU CHANTIER.....	5
3MODE DE PASSATION DES MARCHES.....	5
4CALENDRIER DE L' OPERATION.....	5
5CATEGORIE DE L' OPERATION.....	6
6Modalités législatives d'application de la sécurité et de la protection de la santé.....	6
1.2PRESENTATION DES INTERVENANTS.....	7
1LISTE DES INTERVENANTS.....	7
2LISTE DES ORGANISMES DE CONTROLE.....	7
3LISTE DES SERVICES D' URGENCE.....	7
4LISTE DES CONCESSIONNAIRES ET SERVICES EXTERIEURES.....	8
1.3DECLARATIONS ADMINISTRATIVES.....	8
1PERMIS DE CONSTRUIRE.....	8
2DECLARATION PREALABLE aux organismes de prévention.....	8
3Déclaration d'ouverture du chantier.....	9
4Demande de renseignements sur l'existence et l'implantation d'ouvrage souterrain, aérien ou subaquatiques.....	9
5Déclaration de projet de Travaux / Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux.....	9
6Réponse des exploitants de réseaux.....	9
7Demande d'autorisation sur la voie publique.....	9
8AFFICHAGE OBLIGATOIRE SUR LE CHANTIER A USAGE DU PUBLIC.....	10
2MESURES D' ORGANISATION GENERALES ET DE COORDINATION.....	11
2.1 DESCRIPTION DE L'ORGANISATION GENERALE.....	11
1RISQUE CMR(Cancérogène, Mutagène et toxique pour la Reproduction).....	14
2MESURES DE PREVENTION :.....	15
2.2SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D' EXPLOITATAION SUR LE SITE, A L' INTERIEUR OU A PROXIMITE DU CHANTIER.....	16
1ENVIRONNEMENT / SITUATION.....	16
2.3PRESENCE DE MATERIAUX DANGEREUX.....	19
1RISQUES LIES A LA PRESENCE D' AMIANTE.....	19
2RISQUES D' ACCESSIBILITE AU PLOMB.....	20
3INFORMATION PRESENCE DE TERRES POLLUEES.....	20
4Présence de réseaux sous pression et sous tension.....	20
5PROTECTION DES PERSONNES ET DES OUVRAGES.....	21
6MODALITES D' ACCES A CE CHANTIER.....	21
7Visite d'inspection commune.....	22
8DISPOSITIONS PRISES POUR LIMITER L' ACCES AUX SEULES PERSONNES AUTORISEES.....	22
9RESPONSABLE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE.....	23
10PROJET DE Plan d' Installation de Chantier (PIC).....	24
2.4VOIES D' ACCES ET DE CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES.....	25
1ACCES ET CIRCULATIONS HORIZONTALES DES PERSONNELS DE CHANTIER.....	25
2ACCES ET CIRCULATIONS VERTICALES DES PERSONNELS DE CHANTIER.....	25
3CIRCULATIONS DES VEHICULES DE CHANTIER.....	26
2.5CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION.....	27
1Limitation des manutentions manuelles.....	27
2Vérification périodique par un organisme agréé des engins de levage (avec levée des réserves).....	27
3Autorisation / Formation à la conduite en sécurité.....	27
4Utilisation collective de moyens de levage.....	28
3MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.....	28
3.1INSTALLATIONS PROVISOIRES DE CHANTIER.....	28
1SANITAIRES.....	28
2VESTIAIRES ET REfectoire.....	29
3AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGES :.....	29
4STOCKAGE DES PRODUITS DANGEREUX OU INFLAMMABLES.....	29
3.2CONDITIONS DE STOCKAGES, D' ELIMINATION OU D' EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES.....	30
1NETTOYAGE DU CHANTIER.....	30
3.3UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L' INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE DE CHANTIER.....	30
1PROTECTIONS COLLECTIVES : DISPOSITIONS GENERALES.....	30
2ETUDES DES MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVES TEMPORAIRES EN PHASE CHANTIER.....	31
3.4UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES.....	31
1GENERALITES.....	31

2CHUTE DE HAUTEUR.....	31
3.5INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE DE CHANTIER.....	32
1ORGANISATION GENERALE.....	32
2CONCEPTION.....	32
3UTILISATION.....	32
4CONTROLE ET DOSSIER DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES.....	32
5AUTRES RISQUES ELECTRIQUES.....	32
4RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L' OPERATION CONCERNANT LES SECOURS, L' EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D' ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.....	33
1SECOURS.....	33
2TROUSSES DE SECOURS.....	33
3SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL.....	33
4INCENDIE.....	33
5TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS / PERMIS - FEUX.....	33
6MOYENS DE LUTTE CONTRE L' INCENDIE.....	34
7RAPPEL DES PRINCIPALES CONSIGNES GENERALES.....	34
5MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	35
1Entreprises Titulaires.....	35
2 Inspections Communes.....	35
3 Accueil des intervenants sur le site.....	35
4Aptitude médicale.....	35
5Encadrement.....	36
6 Travailleurs étrangers.....	36
7Travailleurs indépendants.....	36
8Personnels intérimaires.....	36
96.5 Location d'engins avec chauffeur ou prestataire de service.....	36
10Obligations et responsabilités des entreprises.....	37
11Sujétions dues à la présence simultanée d'entreprises différentes sur le chantier.....	37
12 Pénalités.....	37
5.2SOUS-TRAITANCE.....	37
1Relations de sous-traitance.....	38
2Niveau et protocole de partenariat.....	38
3Entrepreneurs et employeurs intérimaires.....	38
4Travailleurs indépendants.....	38
5Travail clandestin (obligation des entreprises).....	38
6Rappel réglementaire	38
7CADRE DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTIONDE LA SANTE - (P.P.S.P.S.).....	38
8Additifs au P.P.S.P.S.....	39
5.3MESURES PRISES EN MATIERE D' INTERACTIONS SUR LE SITE.....	40
1Travaux superposés.....	40
2Risques liés aux coactivités T.C.E.	40
3Travaux spécifiques.....	40
6TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER (ARRÊTÉ DU 25 FÉVRIER 2003).....	41
6.1RISQUE DE CHUTE DE HAUTEUR DE PLUS DE 3 METRES.....	42
1ECHAFAUDAGES.....	42
2RECEPTION DES ECHAFAUDAGES.....	42
3NACELLES ELEVATRICES (PEMP).....	42
6.2UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX.....	42
6.3TRAVAUX SOUS-TENSION, COUPURES ET CONSIGNATIONS DES RÉSEAUX.....	43
6.4PRÉVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES.....	43
6.5ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (E.P.I.) À AL DISPOSITION DES SALARIÉS (PRÉCISION DES OBLIGATIONS AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ENTREPRISE).....	43
6.6ANALYSES DES RISQUES	44
1TABLEAUX D' ANALYSES DES RISQUES	44
6.7PROJET DE PLAN D' INSTALLATION DE CHANTIER (P.I.C).....	56
6.8PLAN D' EVACUATION D' URGENCE DU SITE.....	56
6.9PLAN DE CIRCULATION.....	56
6.10SIGNALISATIONS A METTRE EN OEUVRE SELON CAS.....	56

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 2021
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 4 sur 64



AVANT - PROPOS

Le Maître d'Ouvrage a confié une mission de coordination de la sécurité et de la protection de la santé de niveau II. Pour chaque intervention et tout le temps que dure son marché, le titulaire est tenu de respecter un certain nombre de mesures de prévention.

Ces dernières sont décrites dans ce **Plan Général de Coordination** établi en début de marché précise :

l'ensemble des prestations et actions Entreprises par le titulaire dans le cadre de son marché, les risques que cela engendrent, les mesures à mettre en place pour se prémunir de ces risques ainsi que l'ensemble des règles d'hygiène et de sécurité appliquées au site.

De plus, tous les personnels du titulaire du présent marché appelés à intervenir sur le site à quelque moment que ce soit doivent être déclarés et toutes leurs aptitudes et habilitations doivent y être incluses.

Enfin, ce plan sera continuellement mis à jour en fonction de l'évolution des effectifs appelés à intervenir sur site, mais aussi en fonction des problèmes d'hygiène et/ou de sécurité rencontrés par le titulaire du présent marché lors de l'accomplissement des diverses tâches qui lui incombent.

Une fois le marché notifié, le titulaire sera convoqué à une inspection commune des lieux d'interventions.

Cette concertation permettra d'identifier et d'analyser les risques d'interférences entre les activités, les installations, et de mettre en place des mesures de prévention.

A l'issue de cette inspection, un **Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.), définissant les mesures qui doivent être prises par chaque titulaire en vue de prévenir ces risques**, sera établi par écrit et cela avant le commencement des prestations.

Il sera demandé de fournir en complément du P.P.S.P.S., un certain nombre de documents à jour :

- Liste du personnel ;
 - Aptitudes médicales ;
 - Habilitations électriques, aptitude à la conduite des nacelles ;
 - Descriptifs des diverses opérations ;
 - Fiches techniques des produits utilisés ; Etc. ...
- Les mesures de prévention et consignes de sécurité décrites dans ce plan seront à respecter à tout moment sous peine d'application de pénalités, le site n'acceptant aucune dérogation aux règles d'hygiène et de sécurité et ce pour quelque raison que ce soit.
- Cette obligation est applicable quel que soit le rang du titulaire (Entreprise Générale, co-traitant, sous-traitant, etc.) qui exécute une tâche sur le chantier.
- Le titulaire doit scrupuleusement respecter les préconisations du Coordinateur Sécurité Protection de la Santé (CSPS) désigné par le Maître d'Ouvrage,
- tant en ce qui concerne l'emploi de certains matériaux ou produits, qu'en ce qui concerne leurs mises en oeuvre. Le titulaire doit fournir tous les documents (fiches techniques, etc.) que pourrait lui demander le CSPS.
- L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.
- Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, y compris les entreprises individuelles et artisanales, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

TOUTE ENTREPRISE N' AYANT PAS PROCÉDE A LA VISITE D' INSPECTION COMMUNE SE VERRA INTERDIRE L' ACCES AU CHANTIER

Les Prestataires ou entrepreneurs y compris ceux agissant en qualité de sous-traitants, et les loueurs de matériel qui seront amenés à intervenir sur le site, sont censés avoir pris connaissance du présent PGC, et devront se conformer à la législation en vigueur notamment aux lois, arrêtés, et règlements du Code du Travail en matière d'hygiène et de sécurité et Condition du travail.

En aucun cas ce PGC **[QUI RESTE ÉVOLUTIF DURANT TOUTE L'EXÉCUTION DE L'OPÉRATION]** ne saurait dégager les intervenants de leurs responsabilités et de leurs Obligations, notamment en matière de Législation du Travail dans le domaine de la Sécurité, Protection, Santé et conditions de travail.

Dans le cadre de l'évolution du chantier, si l'environnement venait à changer, il y aura lieu de tenir compte des nouvelles dispositions, ce PGC pouvant être alors modifié ou complété par des annexes qui pourront être portées à la connaissance du Maître d'Œuvre, des Entreprises, et seront applicables aux dates de parution.

Dès lors qu'elles acceptent le marché, les entreprises sont présumées connaître les règles applicables au site, notamment celles de Sécurité, Protection, Santé et des conditions de travail. Elles s'appliquent à l'ensemble des travaux entrepris, par les Sté et Entreprises retenues sur ce projet ainsi qu'à leurs sous-traitant

1 RENSEIGNEMENTS D' ORDRE ADMINISTRATIF INTERRESSANT LE CHANTIER et notamment ceux complétant la déclaration préalable

1.1 DESCRIPTION SOMMAIRE DE L' OPERATION

1 NATURE DES TRAVAUX / liste des lots

Le présent projet concerne la mise en accessibilité en faveur de personnes à mobilité réduite des zones ouvertes au public du tribunal de grande instance de VERSAILLES
Les travaux sont répartis en 6 lots techniques distincts.

LOT unique TCE comprenant travaux de

\ GROS OEUVRE / MACONNERIE/ PLATRERIE / CARRELAGE / FAIENCE & CLOISONS

\ MENUISERIES INTÉRIEURES

ÉLECTRICITÉ / COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES

PLOMBERIE/ VENTILATION / CHAUFFAGE

PEINTURE / SIGNALÉTIQUE / ISOLATION PHONIQUE / FAUX-PLAFOND

2 ADRESSE DU CHANTIER

5, Place André MIGNOT
78000 VERSAILLES

3 MODE DE PASSATION DES MARCHES

Mode de consultation	Mode de passation des marchés	Type de marchés
Appel d'Offre ouvert. Appel d'Offres restreint. Appel d'offres conception réalisation	Lot unique Entreprise Générale Groupement d'entreprises (mandataire commun)	Publics. Privés.

Le marché est réalisé en une tranche unique

4 CALENDRIER DE L' OPERATION

DCE : en cours

Début période de préparation : 1 mois

durée de la période de préparation :

début des travaux :

Durée des travaux : 6 mois

nombre d' entreprises prévisibles : de 5 à 10

effectifs moyens prévisibles : de 8 à 12

horaires du chantier du lundi au vendredi de 8H00 à 18H00 toute modification ou travail ou demande de travail les samedis et dimanches serobt soumis à l' autorisation du maître d' ouvrage

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 6 sur 64	

5 CATEGORIE DE L' OPERATION

il s' agit d' une opération de 2ème catégorie soumise à la rédaction d' une déclaration préalable aux organismes de prévention par le maître d' ouvrage et à l' établissement d' un Plan général de coordination sps

6 Modalités législatives d'application de la sécurité et de la protection de la santé

Soumise à la loi du 31 décembre 1993 et à son décret d'application du 26 décembre 1994, la présente opération intègre un coordonnateur pour la conception de projet et la réalisation des travaux dont la mission est la suivante :

- Organisation entre les différentes entreprises principales ou sous-traitantes de la coordination de leurs activités simultanées ou successives,
- Organisation en commun des installations et moyens matériels, les circulations horizontales et verticales,
- Procéder avec l'entreprise (y compris les sous-traitantes) à une inspection commune du site
- Veillez à l'application correcte des mesures de coordination définies dans le P. G.C. des diverses réglementations en vigueur,
- Tenir à jour et adapter le Plan Général de Coordination et veiller à son application,
- Constitution et actualisation au fur et à mesure du DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage),
- Assurer l'interface avec les divers organismes concernés (Inspection du Travail C.R.A., OPPBTP, etc....),
- Tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à proximité duquel est implanté le chantier.

Article L4532-1

Lorsque la durée ou le volume prévus des travaux d'une opération de bâtiment ou de génie civil excède certains seuils, le maître d'ouvrage adresse avant le début des travaux une déclaration préalable :

1° A l'autorité administrative ;

2° A l'organisme professionnel de santé, de sécurité et des conditions de travail prévu par l'article L. 4111-6 dans la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics ;

3° Aux organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

Le texte de cette déclaration, dont le contenu est précisé par arrêté ministériel, est affiché sur le chantier.

Article L4532-2

Une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est organisée pour tout chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives

Article L4532-8

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de la déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers déterminée par arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

Article L4532-9

Sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan est communiqué au coordonnateur. Toute entreprise appelée à exécuter seule des travaux dont la durée et le volume prévus excèdent certains seuils établit également ce plan. Elle le communique au maître d'ouvrage.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 2021
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPPS eirl page 7 sur 64



1.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS

1 LISTE DES INTERVENANTS

INTERVENANTS	ADRESSE	NOM & PRENOM	TEL	MAIL
MAITRE D' OUVRAGE Etat – Ministère de la Justice secrétariat général du ministère de la Justice Département Immobilier de Paris	1, Quai de la CORSE 75001 PARIS	Mme Charlotte SELVE Mme. MONTAIN M. PRZYDROZNY	01.70.60.09.41	charlotte.selve@justice.gouv.fr elodie.montain@justice.gouv.fr nicolas.przydrozny@justice.gouv.fr
REPRESENTANTS JURIDICITION du TJ	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	Patricia PICHOT Marie-Françoise ZANCHETTA		patricia.pichot@justice.fr Marie-Francoise.Zanchetta@justice.fr
GARDIEN	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	Abdelmalek GADOURI		abdelmalek.gadouri@justice.fr
MAITRE D' OEUVRE ICabinet AR ARCHITECTE	23 RUE CHARCOT 75013 PARIS	Ruba ALABED Gaétan MIGLIASSO	06 24 47 17 11	r.alabed@ar-architectes.com g.migliasso@ar-architectes.com
COORDONNATEUR SPS DG CSPPS	2, impasse des Rougettes 95800 CERGY	Dany GAUDRY	06 65 93 08 11	Dany.gaudry.dgcspps@gmail.com
CSSI EFFICIO		M. RENELLA		jc.renella@be-efficio.fr
CONTROLEUR TECHNIQUE RISK-CONTROL		Tayeb ALOGHMARI		tayeb.aloghmani@risk-control.fr

2 LISTE DES ORGANISMES DE CONTROLE

ORGANISMES	ADRESSE	TELEPHONE	MAIL
DIRECCTE inspection du travail	Guillaume ROBIN chef de cellule Immeuble La Diagonale - 34 avenue du Centre - 78182 ST QUENTIN EN YVELINEScedex	01 70 96 19 85	idf-ut78.uc2@direccte.gouv.fr
CRAMIF	Christian Taccoen ingénieur conseil 13 Rue Emile et Charles Pathé, 78280 Guyancourt	01 42 07 35 76	
OPPBTP	1 rue Heyrault 92662 BOULOGNE BILLANCOURT	01 40 31 64 00	Paris@oppbtp.fr

3 LISTE DES SERVICES D' URGENCE

SERVICE	ADRESSE	TELEPHONE	MAIL
SAMU		15 ou 01 30 84 96 00	
POMPIERS		18 - 112	
POLICE SECOURS COMMISSARIAT	19 Avenue de Paris, 78000 Versailles	17 01 39 24 70 00	
HOPITAL	Centre Hospitalier de Versailles André Mignot 177 Rue de Versailles, 78150 Le Chesnay	01 39 63 91 33	
CENTRE ANTI-POISONS		01 40 05 48 48	
SOS MAINS ET DOIGTS	Hôpital Privé de l'Ouest Parisien 14 avenue Castiglione Del Lago 78190 Trappes	01 30 69 45 13	

4 LISTE DES CONCESSIONNAIRES ET SERVICES EXTERIEURES

SERVICE	ADRESSE	TELEPHONE	MAIL
EDF			
GDF			
SERVICES DES EAUX			
FRANCE TELECOM			

Il incombe à toutes les entreprises intervenantes d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de leurs travaux:

- **Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux**
- **Demandes d'Arrêtés Municipaux.**
- **Autorisations des divers concessionnaires**

1.3 DECLARATIONS ADMINISTRATIVES

Il incombe au Maître d'ouvrage et à chaque entreprise intervenant sur le chantier d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

- demandes d'arrêtés aux services concernés (occupation de voirie, ...), autorisations administratives;
- demandes de branchements aux concessionnaires des réseaux (eau, électricité, téléphone, égout,...);
- demande d'autorisation de survol et de montage de Grue à Tour, GTMR, GME, GMA, GMR;
- déclaration d'ouverture de chantier occupant au moins 10 salariés pendant plus d'une semaine, déclaration à adresser à la CARSAT, La DIRECCTE - inspection du travail et à l'OPPBTP ;
- demande de dérogations à l'aménagement du temps de travail : en cas de travaux devant être réalisés la nuit, en continu avec des équipes en 3x8, en 2x8 ou pendant 6 jours par semaine, des demandes seront à entreprendre auprès des autorités de tutelle compétentes avant le début de leur intervention conformément à législation en vigueur;
- demande de dérogations concernant le travail le dimanche : en cas de travaux devant être réalisés le dimanche, des demandes seront à entreprendre auprès des autorités de tutelle compétentes avant le début de leur intervention conformément à législation en vigueur.
- déclaration de projet de travaux (DT) à effectuer par le Maître d'ouvrage dès le stade de l'élaboration d'un projet de travaux), la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) à effectuer par les entrepreneurs et à adresser aux concessionnaires possesseurs de réseaux un mois avant le début des travaux.

1 PERMIS DE CONSTRUIRE

Voir pièces administratives jointe au DCE.

2 DECLARATION PREALABLE aux organismes de prévention

Articles L4532-1, R. 4532-2 et R. 4532-3 du code du travail)

Ce formulaire doit être utilisé pour déclarer toute opération du secteur du bâtiment ou du génie civil dont l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours. Cette déclaration est adressée par le demandeur, au plus tard à la date de dépôt du permis de construire.

CERFA N° 13630*02 à utiliser

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 2021
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 9 sur 64



3 Déclaration d'ouverture du chantier

Une déclaration d'ouverture du chantier doit être adressée **IMPÉRATIVEMENT** par chaque entreprise aux services compétents.

Il existe un imprimé sous forme de liasse intitulé :

"Avis d'ouverture d'un chantier du Bâtiment et des Travaux Publics occupant au moins 10 salariés pendant plus d'une semaine (Arrêté du 23/09/1957)."

Cet imprimé est à adresser à :

- Caisse Régionale de Sécurité Sociale (Service Prévention)
- Monsieur l'Inspecteur du Travail et de la Main d'Œuvre
- Comité Régional de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

La photocopie de cet imprimé peut servir à la déclaration d'ouverture du chantier avec une lettre d'envoi aux autres services administratifs.

CERFA N° 13407*02 à utiliser

4 Demande de renseignements sur l'existence et l'implantation d'ouvrage souterrain, aérien ou subaquatiques

En amont des travaux, le maître d'ouvrage, les entreprises réalisant des travaux de grande hauteur, fouilles ou tranchées et leurs sous-traitants concernés, sont tenus d'adresser, avant le commencement des travaux à proximité de réseaux de toutes catégories (gaz, électricité, télécommunications, eau, assainissement, matières dangereuses, réseaux de chaleur, lignes aériennes, réseaux ferroviaires, subaquatiques, etc.), une déclaration préalable aux exploitants de ces réseaux, à savoir :

5 Déclaration de projet de Travaux / Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux

L'entrepreneur intervenant sur des réseaux publics devra prendre contact avec les concessionnaires et recueillir leur accord sur les travaux envisagés pour obtenir les D.I.C.T.

Il devra s'assurer qu'aucun réseau ne gêne la réalisation des travaux et que l'exploitation des ouvrages des concessionnaires pourra continuer dans des conditions satisfaisantes.

La D.I.C.T. suivant modèle mis au point par l'administration est à communiquer par chaque entrepreneur préalablement avant tous travaux à réaliser

Au titre du chapitre IV du titre V du livre V (partie réglementaire) du Code de l'environnement

et de la section 12 du chapitre IV du titre III du livre V de la 4ème partie (partie réglementaire) du Code du travail

CERFA N° 14334*2 à utiliser

6 Réponse des exploitants de réseaux

Les exploitants des réseaux concernés sont tenus de répondre aux déclarations (DT et DICT), au moyen d'un récépissé cerfa n°14435*02 qui permet de détailler :

- la localisation des réseaux en service,
- les précautions à prendre lors des travaux.

Le délai de réponse à la DT par l'exploitant concerné (que la DT soit isolée ou conjointe avec la DICT) est, à partir de la date de réception :

- de 9 jours (jours fériés non compris) pour une déclaration en ligne,
- de 15 jours (jours fériés non compris) sous forme papier.

Pour une DICT seule, le délai de réponse est de 9 jours (jours fériés non compris), après la date de réception, quel que soit le mode de transmission. Les réponses aux DT doivent être insérées dans le DCE et les emplacements des réseaux enterrés doivent être repérables par marquage ou piquetage. **À savoir** : le délai de réponse à une DICT seule effectuée en ligne passera à 7 jours à partir du 1er avril 2015 (il restera à 9 jours pour une déclaration papier).

7 Demande d'autorisation sur la voie publique

Les entreprises occupant l'emprise publique dans le cadre exceptionnel du contexte des travaux (containers, stationnement de véhicules de livraison, dépôt momentané de matériaux et matériel, installation de chantier) devront impérativement en informer les services administratifs de la Préfecture de Police et autres services techniques (Direction de la voirie, etc...) compétents en la matière

8 AFFICHAGE OBLIGATOIRE SUR LE CHANTIER A USAGE DU PUBLIC

Panneau dit « de chantier » : Ce panneau est obligatoire pour les chantiers faisant l'objet d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux

Il doit comporter les indications suivantes, avec nom, adresse et téléphone:

- **Définition de l'opération**
- **Maître d'ouvrage**
- **Maître d'oeuvre**
- **B.E.T.**
- **Architectes**
- **ingénieurs-conseils (spécialité)**
- **Contrôleur technique**
- **Coordonnateur SPS**
- **Bureau de pilotage**
- **Entreprises: corps d'état ou spécialité, y compris sous-traitants**

- N.B. : L'affichage du nom des entreprises est obligatoire (Art. R-324-1 et R-362.5 du Code du Travail). Pour être visibles, les plus petites lettres doivent avoir au moins 8 cm de hauteur

TYPE D'AFFICHAGE	DESIGNATION D'AFFICHAGE	REFERENCE REGLEMENTAIRE
Consigne en cas d'accident	Adresse et téléphone des secours d'urgence	L. 620-5 du C du T, Art. 229 et 230 du Décret du 8/01/1965.
Inspecteur du travail	Adresse et téléphone	L. 620-5 du Code du Travail
Médecin du travail	Adresse, et téléphone	L. 620-5 et 6 du Code du Travail
Entreprises et sous-traitant	Adresse, et téléphone	R. 8221-1, D. 341-5 et D. 341-5-11 du Code du Travail
Plancher de l'échafaudage	Charge de service à ne pas dépasser	R. 4323-76 à 78 du C du T, Art. 114, 146 et 147 du D. du 8/01/65
Machines, équipements de travail	Conditions d'utilisation	R. 4324-16 et 17 du C du Travail.
Electricité	Consignes d'accès dans les locaux réservés	Décret n°88-1056 du 14/11/1988
Electricité	Consignes en cas de travaux à proximité	R. 4534-107 et 108 du C du T ; Art. 171 à 183 du D. du 8/01/1965
L'utilisation des explosifs	Consignes d'utilisation	Décret n°87-231 du 27 mars 1987
Rayonnement ionisant	Consignes et nom et adresse du médecin	Décret n°86-1103 du 02/10/1986
Travaux de peinture ou de vernissage par pulvérisation	Consignes et nom et adresse du médecin	Décret n°47-1619 du 23/08/1947
Appareils de levage	Consignes pour la conduite, manœuvre, le transport ou élévation de matériaux ou le personnel	Décret n°47-1592 du 23/08/1947 ; Art. 25 à 63 du Décret du 8/01/65
Substances et préparations dangereuses	Fiches de Données de Sécurité (FDS) fournies par les fabricants ou les vendeurs.	R. 4411-51 et 54 ; R. 4411-73 et R. 4412-6 du Code du Travail.
Ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés	Dispositions et prescriptions d'utilisation et de manœuvre applicables à ces équipements.	Décret n° 2008-1325 du 15/12/2008 ; Arrêté du 29/12/2010 ; Circulaire DGT / 2011/02 du 21/01/2011.
Chariot automoteur de manutention à conducteurs portes.	Instruction d'emploi et mesures de sécurité applicables	Arrêté du 30/07/1974 et du 02/12/1998 et R. 4323-31, 54 et 56 ; R. 4324-35 du Code du Travail.
Risques d'incendie ou d'explosion	Interdiction de fumer	R. 4227-22 et 23 du Code du Travail.
Consigne en cas d'incendie	Dans les locaux de travail	R. 4227-37 et 38 du Code du Travail.
Règlement intérieur	Sur les lieux de travail	R. 1321-1 et R. 140-2 du CT.
Horaires de travail	Heures de début et de fin de travail et repos	R. 3171-1 et 2 du Code du Travail.
CHSCT et/ou DP	Liste nominative des membres dans les locaux de travail	L. 4613-2 ; R. 4613-5 et 8 du CT.
Accumulateurs de matières	Prévention des accidents susceptibles d'être provoqués ; consignes pour accès éventuel	Arrêté du 24 Mai 1956
Aération et assainissement	Contrôle et maintenance des installations	R. 4222-20 à 22 du Code du Travail.

2 MESURES D' ORGANISATION GENERALES ET DE COORDINATION

Conformément aux 2° et 3° de l'article R. 4532-44 du Code du Travail, ce chapitre précise les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d' oeuvre en concertation avec le Coordonnateur, ainsi que les mesures de coordination SPS prises par le Coordonnateur et les sujétions qui en découlent.

LE NON RESPECT DES MESURES PREVUES AU PGC OU CONSTATEES LORS DE NOS VISITES ET INSCRITES AU REGISTRE JOURNAL ET AUX CR SE VERRONT APPLIQUEES LES PENALITES PREVUES AU CCAP.

2.1 DESCRIPTION DE L'ORGANISATION GENERALE

EN PHASE PREPARATION : A LA CHARGE DU MANDATAIRE du LOT TCE

- Fourniture d'un planning d'intervention et d'un plan de phasage précis. Le chantier sera clos et indépendant, des clôtures sont à mettre en pourtour de la zone chantier (zones de travaux et zones de stockage). Les zones de chantier seront interdites aux personnes étrangères aux travaux.

- Fourniture d'un plan d'installation de chantier et mise en place de l'installation de chantier conformément au plan approuvé et à l'effectif de pointe estimé à au moins 30 personnes (Dimension d'un bungalow : 6x2.5 soit 15 m², il faudra au moins 3 réfectoires (>1,5 m²/pers), 3 vestiaires (>1,25 m²/pers), 2 sanitaires (1 lavabo pour 10 personnes et 1 WC pour 20 personnes, 1 douche pour 8 personnes), 1 bureau, 1 salle de réunion soit 150 m² minimum).

- La base vie sera chauffée, raccordée à l'eau potable (prévoir un calorifugeage pour une utilisation même en hiver), la base vie comportera un bureau équipé d'un téléphone et photocopieur, une trousse de 1^{er} secours, affichage des consignes d'urgences, affichage de la Déclaration Préalable. Vestiaires équipés d'armoires à double compartiment et de bancs, Sanitaires et douches équipés de savon et consommables, un réfectoire équipé de tables, chaises, micro-onde ou chauffe gamelle électrique, réfrigérateurs, extincteurs de classe ABC. Un lave botte sera installé à l'entrée de la base vie. Le nettoyage de la base vie devra se faire chaque jour, et les compagnons devront avoir en permanence du savon, du papier hygiénique et de quoi se sécher les mains (sèche main électrique, distributeur de serviettes, etc...). Prévoir du chauffage réglable et de l'éclairage avec détecteur de présence et des robinets avec détecteurs pour réaliser une économie d'énergies.

- LE MANDATAIRE devra mettre en place un livret d'accueil de chaque salarié (R4534-155 du code du travail), ce registre comportera notamment la localisation de la base vie, les cheminements piétons et véhicules, les consignes d'urgence, la localisation du point de rencontre avec les secours, les consignes particulières, les zones de stockages, etc...

Il sera remis aux salariés de LE MANDATAIRE et aux responsables des sous-traitants.

- Tenir sur le chantier les registres obligatoires : Registre de sécurité, registre de l'Inspection du Travail, registre d'observation des personnels, registre des dangers graves et imminents.

- Mise en place de coffrets de chantier en nombre suffisants à chaque niveau pour le second œuvre, un PV de vérification électrique sera à fournir pour chaque installation de chantier, avant toute utilisation

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 2021	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPPS eirl page 12 sur 64	

EN PHASE REALISATION : A LA CHARGE DU LOT UNIQUE TCE

LES ENTREPRISES NE POURRONT INTERVENIR QU'APRES AGREMENT, APRES AVOIR FAIT L'INSPECTION COMMUNE ET APRES AVOIR FOURNI LEUR P.P.S.P.S. VOIR ART L4744-5 :

LE FAIT POUR L'ENTREPRENEUR DE NE PAS REMETTRE AU MAITRE D'OUVRAGE OU AU COORDONNATEUR LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS PREVU A L'ARTICLE L. 4532-9 EST PUNI D'UNE AMENDE DE 9 000 EUROS.

LA RECIDIVE EST PUNIE D'UN EMPRISONNEMENT D'UN AN ET D'UNE AMENDE DE 15 000 EUROS. LA JURIDICTION PEUT, EN OUTRE, PRONONCER LES PEINES PREVUES A L'ARTICLE L. 4741-5 (nouvelle codification).

**Inspection commune à programmer au plus tard 15 jours avant intervention.
PPSPS à fournir en version papier (1 exemplaire pour le laisser sur le chantier).**

- **Fourniture d'un P.P.S.P.S avant travaux, ce P.P.S.P.S comportera obligatoirement :**
 - La liste des compagnons et leurs fonctions, et leurs habilitations,
 - Le plan d'installation de chantier comprenant vestiaires, réfectoire, sanitaires, le positionnement des coffrets de chantier, de la zone de stockage et du balisage pour les accès, des clôtures avec filtre géotextil
 - La nature précise des travaux,
 - La méthodologie utilisée,
 - Les risques et les protections mises en place, protections collectives et individuelles (en fonction des postes de travail),
 - Les règles d'hygiène.

LES CONSIGNES DEFINIES DANS LES P.P.S.P.S SERONT OBLIGATOIREMENT PORTEES A LA CONNAISSANCE DE LEURS SALAIRES PAR LES ENTREPRISES.

Les entreprises devront s'assurer:

- que les salariés sont en règle avec les autorités administratives (carte de travail, cartes de séjour,)
 - de la délivrance du certificat d'aptitude médicale adaptée à la profession exercée
 - que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné
 - que, suivant nécessité, les éventuelles habilitations sont décernées et valides (CACES, autorisations de conduite, montage et démontage d'échafaudage, etc...)
 - que le personnel est en possession des protections individuelles obligatoires
- **Chaque entreprise** devra récupérer la copie du registre unique du personnel de chaque entreprise pour les compagnons présents sur le chantier ou copie des DUE ou de la carte du BTP (dans le cadre de la lutte contre le travail clandestin), fourniture d'un badge à chaque compagnon (photo, nom de l'entreprise, nom du compagnon), tout compagnon n'apparaissant pas sur le registre du personnel des entreprises sera exclu du chantier. La tenue de la liste des compagnons sera à la charge du MANDATAIRE.
- **Chaque entreprise** devra mettre ou veiller à la mise en place de plateformes sécurisées, le travail sur escabeau sera totalement proscrit, les entreprises mettront à disposition des compagnons, des PIRL, PIR ou échafaudages adaptés à la hauteur sous plafond de telle sorte que les compagnons puissent travailler debout sur une plateforme sécurisée et avoir une bonne ergonomie de travail.
- **Le MANDATAIRE** devra veiller à ce qu'aucune entreprise n'intervienne sans la réalisation des inspections communes, y compris les entreprises de pose des bungalows, nettoyage, etc...
- **LE MANDATAIRE** devra mettre à disposition des compagnons un moyen de levage (monte matériaux ou monte-charge) pour les gros approvisionnements (menuiseries intérieures, baignoires, équipements de cuisine et sanitaires, radiateurs), ces approvisionnements se feront au droit des recettes prédéfinies sur le Plan d'Installation de Chantier.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPPS eirl page 13 sur 64	

POINTS D'ARRETS AMIANTE SS4 :

- Réalisation de chantiers tests par les entreprises retenues et les compagnons dédiés au chantier.
- Mesures d'air en cours de chantier, au moins 3 contrôles pour toute intervention,

POINT D'ARRETS DESAMANTAGE :

- Mesure point zéro avant toute intervention de désamiantage
- Mesures 1^{ère} restitution avant examen visuel,
- Prévenir le Maître d'Ouvrage 1 semaine avant examen visuel,
- Démontage confinement,

L'ENTREPRISE DOIT FOURNIR UNE MESURE FIN DE CHANTIER PAR ZONE (APRES DECONFINEMENT CONFORMEMENT A LA NORME, CE AFIN D'AVOIR DES MESURES DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LA CO-ACTIVITE ET DES INTERFERENCES, A PRECISER AU LABORATOIRE POUR SA STRATEGIE D'ECHANTILLONNAGE).

- Prévenir le Maître d'Ouvrage 1 semaine avant 2^{ème} examen visuel après déconfinement,
- Fourniture du RAPPORT FINAL : « FIN DE TRAVAUX ».

POINTS D'ARRETS PLOMB :

- Il faudra faire des tests de lingette témoin pour éviter la dispersion de poussières de plomb lors des travaux préparatoires,
- Faire un test de lixiviation pour orienter les déchets vers une décharge appropriée,
- Protéger les sols avec du polyane, mettre un SAS avec douche, calfeutrer la zone en travaux pour éviter la dissémination de poussières dans les parties communes, mettre une serpillière ou bac humide à l'entrée des zones,
- Un affichage sera fait à l'entrée des locaux, objet des travaux, et les éléments positifs seront matérialisés (pastilles ou peinture rouge ou étiquette),
- Une information des salariés sera effectuée sur le risque plomb (les P.P.S.P.S en feront mention)
- Un suivi médical sera organisé (prise de sang obligatoire)
- Les compagnons devront être équipés de demi-masque P3 à ventilation assistée, et de combinaisons jetables,
- Il faudra travailler au mouillé et/ou aspiré les poussières à la source,
- Une méthodologie nous sera communiquée pour les démolitions, percements, découpes.

Nous recommandons de traiter en 1^{er} le plomb (mise en place de SAS, protection des sols et du confinement, avec soit dépose totale des peintures au plomb puis nettoyage fin, soit démolition avec brumisation et écaillage des peintures mal adhérentes et nettoyage fin. Après le nettoyage fin avec valeurs inférieures à 1000 µg/m².

S'il n'y a pas de retrait des peintures au plomb, il conviendra de mettre en place des protections collectives et individuelles pour les travaux de plomberie, d'électricité, de doublage, de faux-plafonds et de peinture. Pour cela, il faudra travailler au mouiller et/ou aspirer les poussières à la source avec aspirateur à filtration absolue type amiante).

Les découpes sur métal (garde-corps, etc...) se feront avec scie sabre pour éviter les poussières, les copeaux seront récupérés au fur et à mesure.

- Un nettoyage rigoureux devra être fait chaque soir (poussières aspirées par aspirateur à filtration absolue type amiante),
- Les gravats seront évacués au fur et à mesure (moyen de manutention verticale à prévoir),
- Il faudra faire des tests de lingette en fin de travaux (au moins un par logement et 3 dans les PC) sous le contrôle du coordonnateur SPS,

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 2021	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 14 sur 64	

1 RISQUE CMR(Cancérogène, Mutagène et toxique pour la Reproduction)

TOUTE ENTREPRISE AYANT A UTILISER DES PRODUITS DEVRA FOURNIR LES FDS DES PRODUITS UTILISES :

RISQUE SILICE :

Réglementation :

- R4412-149 (Pour la cristobalite et la tridymite : VLEP : 0,05 mg/m³ et Pour le quartz à 0,1 mg/m³).
- Arrêté du 26 octobre 2020 applicable au 1er janvier 2021.

TOUTE ENTREPRISE AYANT UN RISQUE SILICE : DEVRA INDIQUER LES MESURES PRISES POUR LA PROTECTION DES SALARIES, DANS LE PPSPS ou DANS UN ADDITIF AU PPSPS

- RISQUE PAR LES POUSSIÈRES : Ponçage, percements, balayages de gravats, etc...

PRINCIPAUX MATERIAUX CONCERNES.

- Brique, béton, mortier, ciment, granite, grès, quartzite, ardoise, pierre de taille, silex, sable, carreaux, vitre...

LES PRINCIPAUX LOTS CONCERNES :

- Gros Œuvre, terrassement, démolition, peinture, ravalement/traitement des façades, plombier, électricien, etc...

TRAVAUX PRINCIPAUX QUI EXPOSENT A LA SILICE :

- Rabotage, décroulage et sciage d'enrobés bitumineux, dégarnissage de ballast non mécanisé, tri au pied des concasseurs, sciage de bordure de trottoir
- Pelletage de déblais / remblais - canalisation,
- Projection de béton par voie sèche,
- Taille et découpe de pierres, découpe de briques,
- Fabrication foraine de mortier et enduit de finition
- Balayage / nettoyage de chantier
- Ponçage de béton, percement / perçage de voiles béton,
- Découpe de carrelage
- Evacuation des gravats
- Grattage d'enduit de façade, ponçage d'enduit avant peinture

2 MESURES DE PREVENTION :

Toute entreprise concernée par le risque CMR (en fonction des FDS, risque SILICE, autres CMR) devra tenir compte du tableau ci-après dans son analyse de risque :

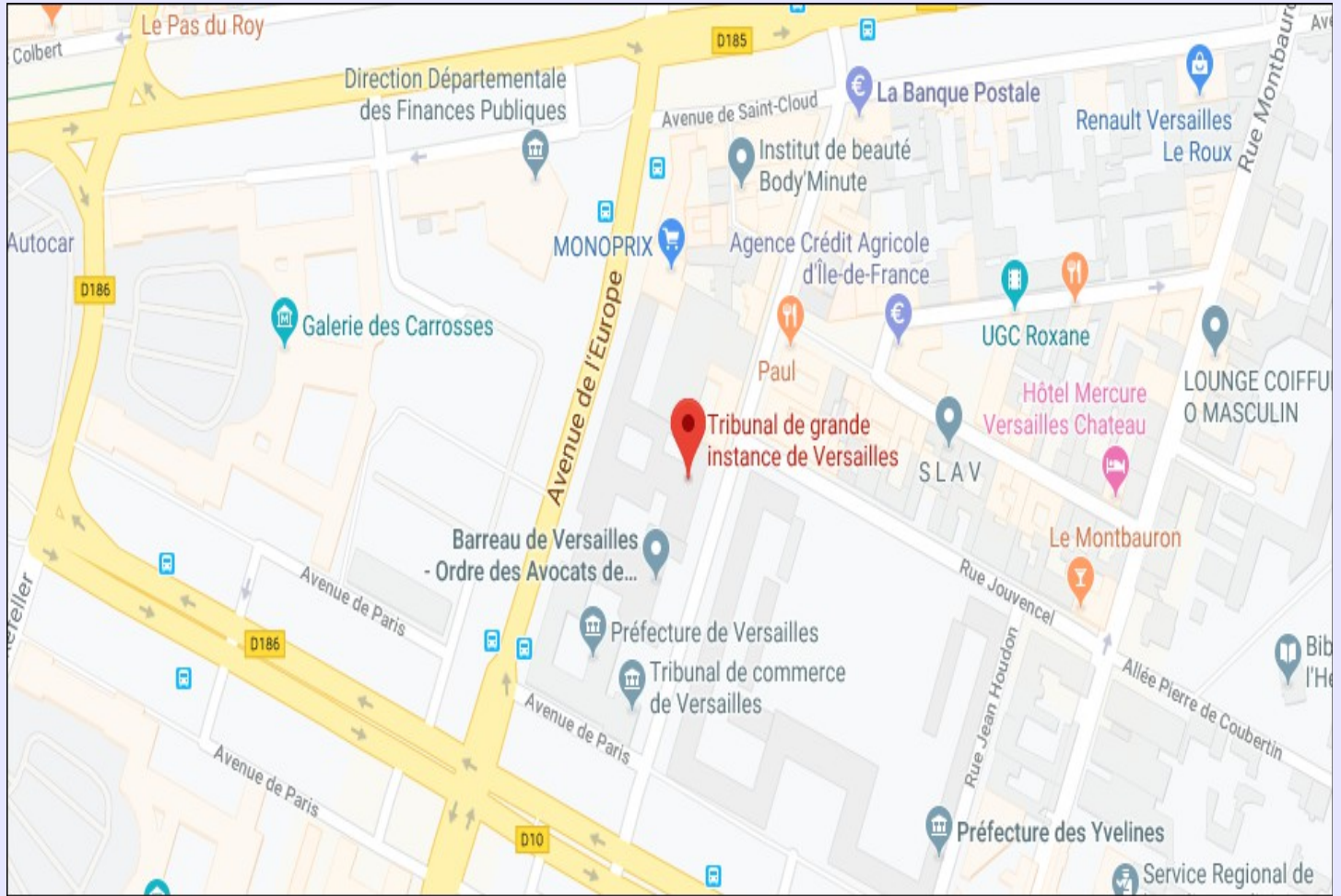
TRAVAUX	RISQUES / DANGER	PROTECTIONS
<p>Utilisation de produits nocifs ou travaux avec risque CMR, notamment SILICE</p> <p>Travaux employant des peintures, colles, décapants, solvants, enduits, etc...</p>	Inhalation, ingestion, projection	<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture des FDS (Fiches de données de sécurité), - Analyse des risques à faire dans le P.P.S.P.S, information des compagnons et respect des mesures énoncées dans les FDS, et dans les PPSPS, - Aucune interférence ou superposition de tâche, mise en place de confinement, d'isolement, de périmètre de sécurité ou autre à définir lors de l'inspection commune et à formaliser dans P.P.S.P.S, - Suivi médical renforcé des salariés exposés. - <u>Si possible remplacer par un produit non nocif ou moins nocif,</u> - Isoler ou confiner les zones, voire mise en dépression, - Ventiler les locaux non confinés, - Utiliser des techniques peu émissives de poussières, - Aspirer à la source et/ou travailler à l'humide, - Aspirer les poussières avec aspirateur à filtration absolue, plutôt que le balayage, - Port des EPI (chaussures, gants, masques prévus dans les FDS, lunettes, voire combinaisons), - Port de protections respiratoires prévues, notamment FFP3 à ventilation assistée, - Port de lunettes, - Interdiction de fumer à proximité.

INTERDICTION FORMELLE D'UTILISER DES PRODUITS A BASE DE DICHLOROMETHANE

(Voir Fiche Technique 34 FT34 de l'INRS ou note 14 de l'Inspection du Travail)

AVERTISSEMENT : FICHES DONNEES SECURITE DES PRODUITS A FOURNIR. VEILLER A LES RESPECTER. EN CAS DE PRESENCE DE PRODUITS CLASSES DANGEREUX, SI POSSIBLE LES REMPLACER, A DEFAUT, IL EST DEMANDE DE VENTILER LES ZONES PENDANT LA MISE EN PLACE DES PRODUITS ET DE PORTER DES MASQUES A ADDUCTION D'AIR (VOIR EGALEMENT ED 98 DE L'INRS) et PORT DE LUNETTES AVEC PROTECTIONS LATERALES ET PORT DE GANTS.

2.2 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATAION SUR LE SITE, A L' INTERIEUR OU A PROXIMITE DU CHANTIER



1 ENVIRONNEMENT / SITUATION

Les travaux se dérouleront en site occupé avec maintien de l'activité judiciaire durant les travaux.

Toutes les mesures de mise en sécurité du public et du personnel lors des interventions seront mises en oeuvre. Les zones en cours de travaux seront systématiquement closes afin d'éviter tout risque d'intrusion sur le chantier et dans les parties non accessibles au public.

**Les travaux les plus bruyants et gênants pour l'activité du site seront réalisés de nuit après la fermeture au public du tribunal et / ou le samedi.
Notamment les percements et travaux impactant les portes et sas d'accès**

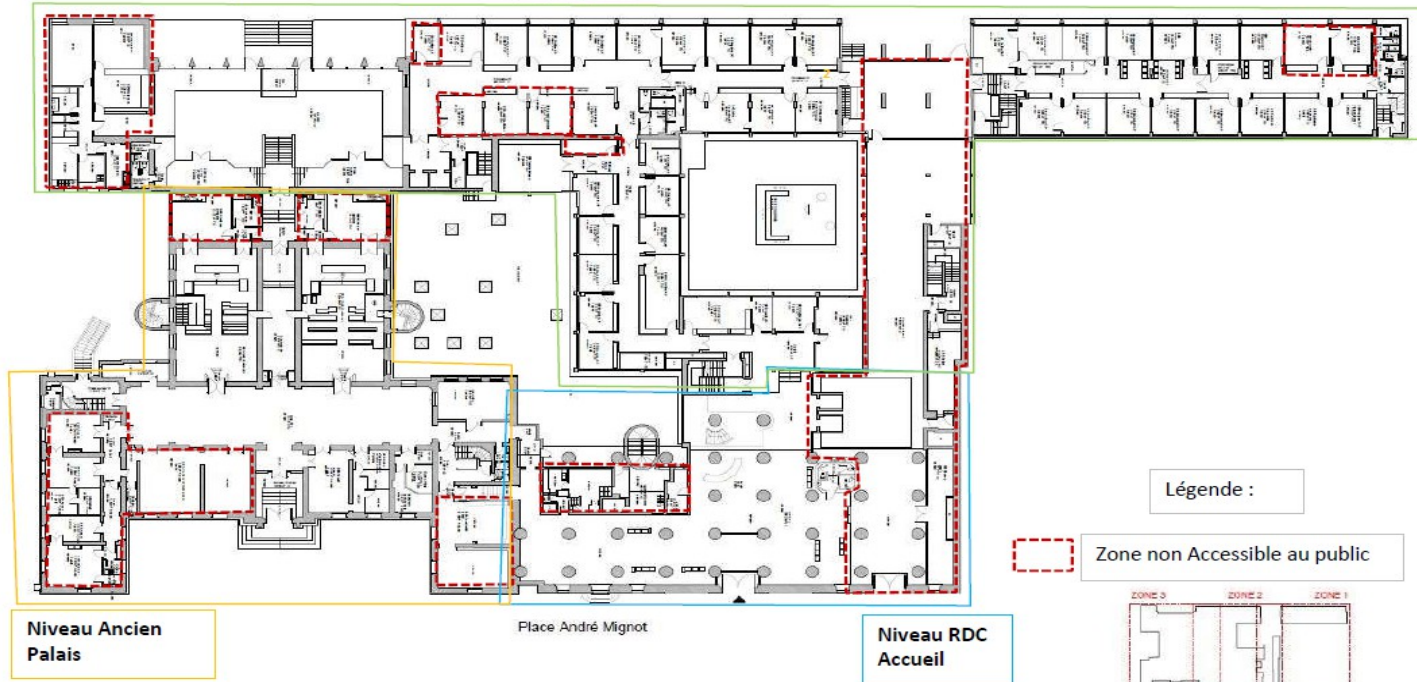
Pour les travaux dangereux, les intervenants veilleront à prendre toutes les précautions nécessaires et respecteront scrupuleusement les recommandations du coordonnateur Sécurité et Protection Santé.

La signalisation de chantier, le balisage des zones de chantier et de travaux, la mise en place des panneaux d'interdiction d'accès au public, seront installés avant tout démarrage de travaux et maintenus durant la durée du chantier par TCE

RDC

Niveau Rez de
jardin

Avenue de l'Europe

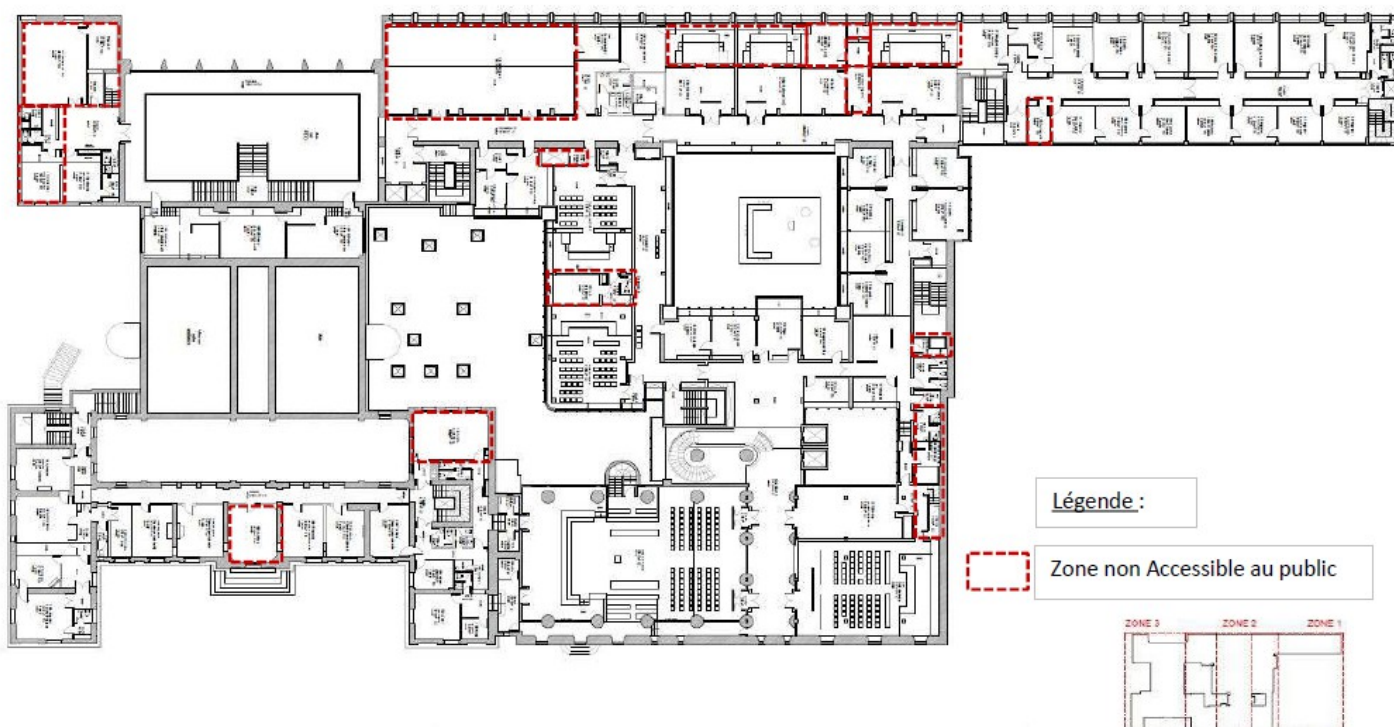


Légende :

Zone non Accessible au public



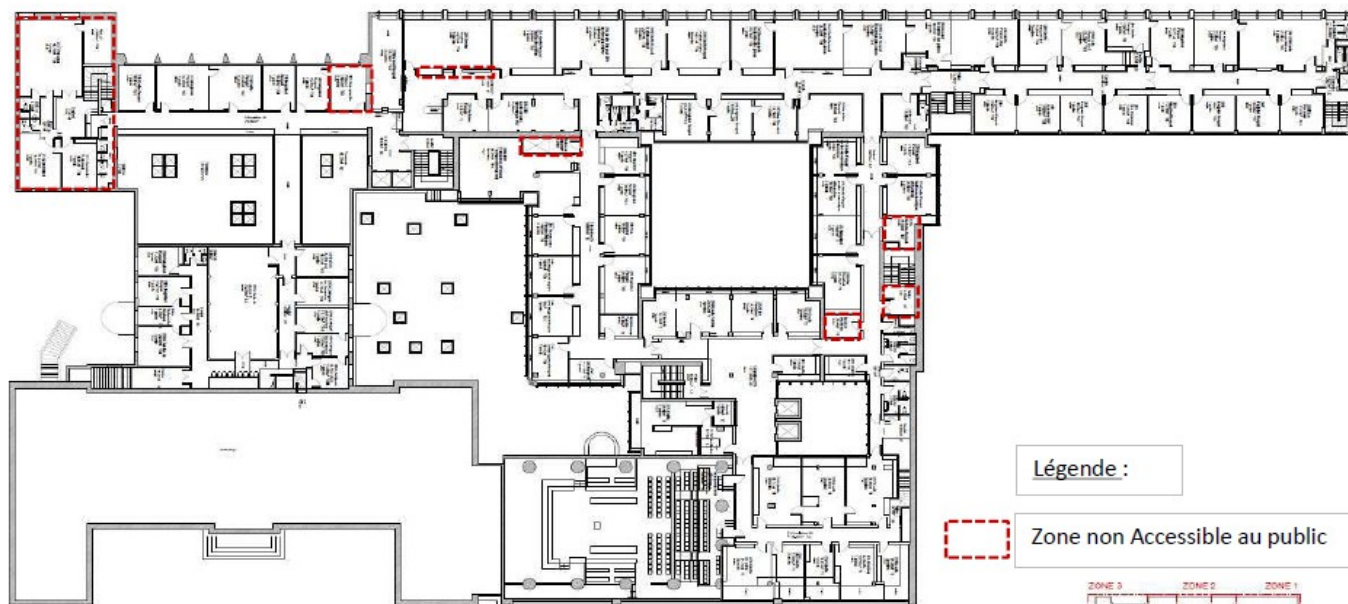
1er étage :



Légende :

Zone non Accessible au public



2ème étage

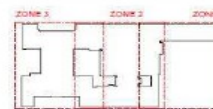
Légende :

Zone non Accessible au public

3ème étage :

Légende :

Zone non Accessible au public



2.3 PRESENCE DE MATERIAUX DANGEREUX

1 RISQUES LIES A LA PRESENCE D' AMIANTE

RAPPORT 002ZG002829 en date du 15/07/2021 par AC ENVIRONNEMENTS joint au DCE

Conformément, le Maître d'ouvrage a fait procéder aux recherches de présence d'amiante

Le rapport sera joint lors de la consultation des entreprises. Toute intervention sur ces ouvrages donnera lieu au préalable à l'établissement d'un plan de retrait par l'entreprise agréée et chargée du retrait, conformément aux règlements en vigueur.

Ce plan de retrait sera transmis aux organismes de prévention un mois avant le début des travaux (délai incompressible)

Dans le cas d'éléments non répertoriés ayant une éventuelle possibilité de présence de fibres d'amiante, un examen exhaustif des surfaces suspectes sera nécessaire avant le début des travaux de retrait.

F - CONCLUSIONS

F-1 CONCLUSIONS(S) DU PRÉSENT RAPPORT DE REPÉRAGE

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies ou mettre en œuvre des moyens d'accès spécifiques.

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Localisation	Catégorie	Composant	Partie de composant	Sur avis / réf pré.
Vol 20 (Sanitaires 5)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (plinthe)	P37
Vol 21 (Sanitaires 8)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (plinthe)	P37
Vol 20 (Sanitaires 5)	Revêtement de mur	Revêtement de mur	Colle de carrelage (faïence)	P42 Phase 1
Vol 34 (Esc. F)	Parois verticales intérieures et enduits	Murs et cloisons	Panneaux de cloisons	P71

L'attention du donneur d'ordre/maître d'ouvrage/propriétaire est attirée sur le fait qu'en présence de locaux ou de partie de locaux non visités, de composants ou de parties de composant non inspectés faisant partie du périmètre et du programme des travaux, l'information sur la présence ou l'absence d'amiante ne peut être considérée comme exhaustive et ses obligations réglementaires de repérage définies aux articles R4412 - 97 et suivants du Code du travail ne sont pas remplies. Des investigations approfondies complémentaires seront à réaliser lorsque ces locaux/ parties de locaux, composant ou partie de composant seront accessibles de manière sécurisée.

Localisation	Matériau	Justification	Investigation complémentaire restant à réaliser	Moyen d'accès à mettre en œuvre
Vol 8 (Salle C)	Plancher	présence parquet bois		
Vol 20 (Sanitaires 5)	Enduits ciment	Hauteur trop importante		
Vol 25 (Hall)	Colles de revêtement de sol	sol en marbre // nécessite sondage destructif important		
Vol 25 (Hall)	Colles de revêtement de sol	sol en marbre // nécessite un sondage destructif important		
Vol 28	Colles de revêtement de sol	sol en marbre // nécessite sondage destructif important		
Vol 28	Colles de revêtement de sol	sol en marbre // nécessite sondage destructif important		

2 RISQUES D' ACCESSIBILITE AU PLOMB

Conformément au décret en vigueur, et suivant le code de la santé publique notamment les articles L.32-2 et R.322, aux arrêtés du 12 juillet 1999 et à la circulaire DGS/SV/3 équipement n° 99-533 du 14 septembre 1999,

Le Maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic du risque d'intoxication par le plomb dans les peintures. Le rapport sera joint lors de la consultations des entreprises.

Toute intervention sur ces ouvrages donnera lieu au préalable à l'établissement d'un mode opératoire par l'entreprise chargée des travaux, conformément aux règlements en vigueur.

Dans le cas d'éléments non répertoriés ayant une éventuelle possibilité de présence de peintures plombées, un examen exhaustif des surfaces suspectes sera nécessaire avant le début des travaux de retrait.

13	C	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Centre Gauche	Autre	Autre	1,75 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
14	C	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Haut Droite	Autre	Autre	1,37 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu

Nombre total d'unités de Diagnostic : 1

16	B	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Haut Centre	Autre	Autre	2,89 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
17	D	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Haut Droite	Autre	Autre	1,56 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
18	D	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Centre Droite	Autre	Autre	1,98 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu

Nombre total d'unités de Diagnostic : 2

N° de Mesure	Zone	Unité de diagnostic (UD)	Localisation de la mesure	Substrat	Revêtement	Valeurs ou constat visuel	Etat de conservation	Travaux envisagés
--------------	------	--------------------------	---------------------------	----------	------------	---------------------------	----------------------	-------------------

RDC - Vol 29

19	B	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Centre Centre	Autre	Autre	1,52 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
20	B	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Centre Droite	Autre	Autre	1,69 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
21	C	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Bas Centre	Autre	Autre	1,37 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
22	C	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Bas Droite	Autre	Autre	2,5 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu

Nombre total d'unités de Diagnostic : 2

N° de Mesure	Zone	Unité de diagnostic (UD)	Localisation de la mesure	Substrat	Revêtement	Valeurs ou constat visuel	Etat de conservation	Travaux envisagés
--------------	------	--------------------------	---------------------------	----------	------------	---------------------------	----------------------	-------------------

RDC - Vol 30

9	C	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Bas Droite	Autre	Autre	1,18 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
10	C	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Bas Droite	Autre	Autre	2,09 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
11	D	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Centre Centre	Autre	Autre	2,16 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu
12	D	Mur Platre Papier Peint (Mur)-Mur1	Haut Droite	Autre	Autre	1,97 mg/cm²	Non dégradé	Inconnu

Nombre total d'unités de Diagnostic : 2

3 INFORMATION PRESENCE DE TERRES POLLUEES

Toutes les entreprises doivent prendre connaissance des rapports de sol et les diffuser à leurs sous-traitants. Les rapports sont fournis dans pièces marché.

Dès lors qu'une entreprise travaillera à proximité de matériaux pollués, elle devra faire apparaître le risque dans son PPSPS avec les mesures prises pour protéger ses ouvriers :

EPI spécifiques

Protection mécanique pour éviter tout contact accidentel.

Formation et Habilitations pour les intervenants

En cas de découverte de matériaux suspect, l'entreprise doit immédiatement arrêter les travaux sur la zone concernée, mettre en place un balisage et prévenir le Maître d'œuvre, le SPS et le Maître d'Ouvrage.

4 Présence de réseaux sous pression et sous tension

Avant tout travaux le maître d'ouvrage indiquera à l'entreprise les types de réseaux sous pression ou sous tension présent puis précisera les réseaux particuliers qui resteront actifs durant le chantier.

Ces réseaux feront l'objet d'un repérage minutieux par marquage ou piquetage en phase préparation, une sensibilisation/formation du personnel intervenant à proximité des réseaux devra être faite par l'entreprise responsable avant intervention.

La signalisation réalisée doit être maintenu en bon état de lisibilité durant toute la durée des travaux.

Les modes opératoires devront être adaptés en fonction des réseaux identifiés.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 21 sur 64	

5 PROTECTION DES PERSONNES ET DES OUVRAGES

Il appartient au Titulaire du marché, de prendre toutes précautions lors de l'exécution de ses ouvrages, tant au niveau de la sécurité du bâtiment que de celle du personnel intervenant dans les zones de chantier et du public.

La protection devra tenir compte des interventions de tous les corps d'état sur ou à proximité immédiate des ouvrages concernés.

Dans le cas où des ouvrages subiraient des dégradations du fait de l'absence de protection ou de protections insuffisantes, l'entrepreneur devra réaliser à ses frais l'ensemble des travaux nécessaires à leur remise en état.

L'entrepreneur réalisera une protection des ouvrages par des panneaux en aggloméré ou équivalent afin de protéger les sols, les vitrages et tous les ouvrages qui font partie intégrante des locaux et qui resteront en place, ainsi que les ouvrages immédiats en fonctionnement, à la charge de chaque corps d'état intervenant sur ces types d'ouvrage.

L'ensemble de ces mises en oeuvre devra être au préalable soumis pour validation au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Oeuvre par une documentation, des schémas et plans de principe de la protection à mettre en oeuvre.

L'entreprise doit installer la signalisation de chantier et les panneaux d'interdiction d'accès au public, afin de sensibiliser toute personnes étrangères, ainsi que les riverains aux dangers du chantier.

Les zones de travaux devront être signalées et clôturées EN TOUTES CIRCONSTANCES

6 MODALITES D' ACCES A CE CHANTIER

Le site est soumis à contrôle d'accès, tous les personnels devront fournir une copie de leur carte nationale d'identité ou d' un titre de séjour en cours de validité et un extrait de casier judiciaire bulletin n°3 de moins de trois mois

les cartes grises et attestation d' assurances des véhicules accédant au site seront également à transmettre à la juridiction et CSPS

les demandes d' accès doivent être réalisées auprès de la juridiction durant la période de préparation et minimum deux semaines avant intervention effective sur site

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des véhicules, personnels, visiteurs s'effectueront toujours par ceux prévus au PIC et conditions spécifiques du site Dès le démarrage de la période de préparation et jusqu'à la fin des travaux.

Accès des personnels de chantier : par le 3 place André MIGNOT puis passage obligatoire au PC sécurité

Accès des véhicules de livraison par le porche au 5,Place André MIGNOT près de l' entrée principalement la sortie se fera par la rampe de sortie du parking

L'accès aux cantonnements sera organisé de façon à ce que le personnel des entreprises ne soit soumis à aucun risque en ce qui concerne ce cheminement et puisse y entrer et sortir en tenue de ville

Les installations de chantier et les zones de stockages, sont placées avec l'accord du MO, MOE, CSPS, .Selon les locaux envisagés au PIC

L'entrepreneur du Lot installation de chantier devra la gestion des clés et l'ouverture et la fermeture des accès.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 22 sur 64	

7 Visite d'inspection commune

Toute entreprise (titulaire, sous-traitant, travailleurs indépendants) doit avant rédaction de son PPSSPS, et avant intervention sur le site, réaliser avec le Coordonnateur SPS une inspection commune de chantier. Le principe de réalisation de ces inspections communes est le suivant :

Si l'entreprise est titulaire d'un marché de travaux, la chronologie est la suivante :

- 1) Ordre de service, ou notification du marché
- 2) Demande de réalisation d'une inspection commune par l'entreprise compatible avec sa date d'intervention et ses délais de réalisation du PPSSPS ou sur convocation du Coordonnateur SPS, par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination
- 3) Transmettre tout élément nécessaire à l'harmonisation des PPSSPS demandés par le Coordonnateur SPS lors de cette inspection,
- 4) Réaliser son PPSSPS le cas échéant et le transmettre au Coordonnateur SPS dans le délai de 30 jours

Si l'entreprise est sous-traitante, la chronologie est la suivante :

- 5) Demande d'agrément au maître d'ouvrage
- 6) Information en parallèle au Coordonnateur SPS de l'intention de sous-traiter et transmission des coordonnées
- 7) Agrément du sous-traitant
- 8) Reprise des éléments (2) à (4) du cas précédent, le délai de réalisation du PPSSPS des sous-traitants de corps d'état secondaires étant ramené à 8 jours

Cas des inspections communes par phases

Les inspections communes avec le CSPS sont obligatoires avant tout travaux. Elles seront réalisées par phase avec tous les intervenants concernés, y compris les sous-traitants,

pour traiter les risques liés à la coactivité. Les sous-traitants seront convoqués par les entreprises titulaires. Chaque intervenant, y compris les sous-traitants, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.

Préalablement aux réunions, chaque intervenant diffusera au CSPS :

- un projet de PPSSPS décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;

la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants.

8 DISPOSITIONS PRISES POUR LIMITER L'ACCES AUX SEULES PERSONNES AUTORISEES

Les personnes pouvant accéder au chantier sont celles autorisées par le maître d'ouvrage, c'est à dire :

- les personnes appartenant à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'oeuvre ;
- le coordonnateur SPS ;
- les salariés désignés par les entreprises qui les emploient participant à l'opération et, à ce titre, titulaires d'un contrat les liant au maître d'ouvrage ;
- les salariés désignés par les sous-traitants qui les emploient participant à l'opération et agréés par le maître d'ouvrage ;
- les prestataires de service (livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs etc...) désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de l'entreprise et dotés des protections individuelles nécessaires ;
- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, CRAM, OPPBTP, médecins du travail des entreprises.

Une liste des personnels travaillant sur le chantier (y compris les travailleurs intérimaires) devra être communiquée par chaque entreprise titulaire et sous-traitants) au Coordonnateur S.P..S.

Elle sera tenue à jour au quotidien en fonction des mouvements de personnel sur le chantier et lors des réunions de chantier hebdomadaires.

Les personnels devront signer et indiquer leurs coordonnées téléphoniques sur cette liste dans le cadre du traçage covid

ceux-ci devront être identifiables par un badge de chantier précisant leur nom, l'entreprise principale et le maître d'ouvrage,

Carte d'Identification Professionnelle de la Caisse des Congés intempéries BTP-Union des caisses de France).
Cette carte est obligatoire depuis le 1^{er} Octobre 2017

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 23 sur 64	

Le responsable de l' entreprise présent sur chantier devra procéder à l'accueil et à l'information de ses personnels y compris le personnel intérimaire sur les obligations en matière des sécurité (protections, consignes, etc...) avant le démarrage des travaux (Décret du 20/03/79: Obligations du chef d'entreprise vis-à-vis de son personnel).

Tout le personnel employé sur le chantier devra être en règle vis à vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'oeuvre, ceux-ci seront identifiables par un badge de chantier précisant leur nom, l' entreprise principale et le maître d' ouvrage

9 RESPONSABLE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

L'Entreprise titulaire de chaque lot désignera un "responsable de la sécurité et protection de la santé" chargé de faire appliquer les mesures de sécurité sur le chantier pendant toute la durée des travaux.

Pour l'entrepreneur, il sera en matière de sécurité le seul interlocuteur de la Maîtrise d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS.

A ce titre, il sera habilité à viser les observations faites dans le Registre Journal du Coordonnateur SPS.

Il tiendra à jour et communiquera au CSPS :

- La liste des sous-traitants (Toutes entreprises intervenante)
- La liste des membres du CISSCT
- La liste des secouristes
- Les heures travaillées et les déclarations d'AT (TF et TG)
- Les courriers, échanges des organismes de prévention

Il vérifiera avant diffusion au CSPS :

- Les PPSPS (sous-traitants compris)
- Les Plans d'installation de Chantier (PIC)
- Les méthodologies d'exécution

Il mettra à disposition de son entreprise et de ces sous-traitants toute documentation réglementaire nécessaire à la bonne exécution des travaux puis il s'assurera de leur mise en œuvre :

- Documentations INRS et OPPBTP
- Documentations CRAMIF et extraits du Code du Travail
- Documentations et procédés constructeurs des outils et matériels utilisés.

Il vérifiera les contrôles périodiques de tous les moyens d'élévation mis à disposition pour son personnel

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPA eirl page 24 sur 64	

10 **PROJET DE Plan d' Installation de Chantier (PIC)**

Le plan d' installation de chantier sera établi par l' entreprise titulaire du marché pendant la période de préparation du chantier, il devra être soumis à visa du maître d' œuvre et du coordonnateurs sps, celui-ci reste évolutif et sera mis à jour par l' entreprise au fur et à mesure du déroulement de l' opération.

Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :

Installations générales de chantier

Base-vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier)
Parkings véhicules personnels
Parkings véhicules chantier
Zone containers et bungalows entreprises
Zones de stockages
emplacement des extincteurs (un extincteur tous les 10 mètres recommandé)
emplacement des trousse de secours d' urgence (

Position des clôtures de chantier

Position du portail d'accès

Position de la signalisation de chantier

Signalisation extérieure au chantier (véhicules et personnels du chantier et des services de secours)
signalisation intérieure (véhicules et personnels du chantier et des services de secours)

Position des engins de levage, pendant toute la durée du chantier

Position de base
Zones d'évolution
Zones d'interférences
Zones d'interdiction de survol

Emplacement du/des poste/s de travail ou de fabrication

plan des protections collectives par poste de travail ou de fabrication (garde-corps, protection des trémiés, barrières, etc....)
position des signalisations d' interdiction d' accès au poste de travail ou de fabrication
plan des moyens et mesures contre la prolifération des poussières (brumisateurs, aspiration THE etc...)

Emplacement des aires de stockage

Stockage matériel
Stockage tampon de matériaux
(matériaux et déchets de chantier à différencier des matériaux et déchets dangereux ou inflammables)

Position de l'armoire principale de l'installation électrique

position des coffrets divisionnaires (50 mètres maxi entre deux coffrets)
position des éclairages communs du chantier

Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets

Toute indication que l'entreprise jugera nécessaire pour la parfaite compréhension de son organisation de chantier Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 25 sur 64	

2.4 VOIES D'ACCES ET DE CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES

1 ACCES ET CIRCULATIONS HORIZONTALES DES PERSONNELS DE CHANTIER

. Les entreprises indiqueront également, pour permettre la circulation horizontale et verticale des personnes, le phasage d'avancement des travaux et les mesures envisagées.

Rappel : L'établissement restera occupé pendant toute la durée du chantier, ce qui engendre pour les entreprises intervenantes des contraintes non négligeables qui seront étudiées avant tout commencement des travaux.

L'Entreprise veillera à organiser son chantier (stockage, approvisionnement) et les circulations horizontales de manière à toujours laisser l'accès au chantier libre.

Les cheminements jusqu'aux zones de travail devront rester dégagés.

Il ne sera pas toléré (sauf impossibilité évidente) la présence de câbles, de flexibles, aux passages de portes, sur les passerelles, ainsi qu'au travers des allées de circulation. Ils doivent être fixés en hauteur.

Les cheminements des ouvriers seront séparés des cheminements de circulation des engins et seront couverts.

Les cheminements piétons doivent être prévus et sécurisés en tous points, ces derniers sont séparés par des éléments en adéquation avec l'environnement.

Les circulations communes devront toujours être libres et sans encombres pour les utilisateurs du site en toutes circonstances

2 ACCES ET CIRCULATIONS VERTICALES DES PERSONNELS DE CHANTIER

Description :

Une gestion des accès et évacuations a été étudiée et est reportée au PIC

Tous les cheminements, verticaux et horizontaux seront toujours éclairés de façon satisfaisante et ne laisseront pas de zones sombres. Interdiction à tout intervenant d'utiliser des accès autres que ceux définis, tant à l'intérieur de l'établissement qu'à l'extérieur du chantier, sans autorisation préalable.

Ainsi les salariés ne devront pas accéder aux zones non concernées par le projet. Concernant le déplacement horizontal et vertical d'accès aux différents niveaux, l'Entreprise LOT 1 aura l'obligation d'établir une méthodologie qui sera jointe à son PPSPS.

L'entreprise mettra des affichages directionnels et affiches de chantiers. Ces divers affichages devront toujours être visibles et resteront en place durant cette phase de travaux par niveau. Obligation de faire un planning journalier, ce planning sera remis au Maitre d'oeuvre d'exécution du chantier.

Les circulations verticales autorisées sont celles existantes (escaliers / ascenseur).

L'entreprise mettra en place des escaliers ou emmarchements en nombre suffisant et répartis sur toute l'emprise de l'opération sur chaque dénivelé supérieur à 0,30m. ces escaliers seront pourvus de main courante.

Les échelles ne seront utilisées que pour des accès occasionnels et ne constitueront en aucun cas des postes de travail en hauteur. Elles seront utilisées à titre exceptionnel tout en prenant en compte les dispositions réglementaires.

En cas d'utilisation d'accès préfabriqué, il sera de type ESCALIER et non ECHELLE.

Le stockage de matériel et de matériaux dans les escaliers, sur les paliers est interdit et planchers d'échafaudages

En cas de travaux dans un escalier, celui-ci devra être condamné et signalé

l'entreprise tiendra à jour un plan d'évacuation de secours évoluant en fonction de la mise à disposition des différents accès

3 CIRCULATIONS DES VEHICULES DE CHANTIER

L' accès des véhicules de chantier et de livraison se fera selon les règles routières propres au site

Les fléchages sur le terrain devront être mis en place par l'entreprise, celle-ci établira des consignes de respect de ces dispositions qu'elle diffusera vers ses conducteurs d'engins et de camions ainsi que vers ses fournisseurs et livreurs

Le stationnement des engins et véhicules liés au chantier devra se faire sans gêne pour la circulation des usagers et ne pas entraver la circulation des riverains ainsi que celle des véhicules de secours lourds

stationnement limité à 2 véhicules sur les deux places disponibles au sous-sol face aux locaux vie

LOCALISATION	RISQUES PARTICULIERS D'INTERFERENCE	MESURES DE PREVENTION
Parking.et voiries du site	<ul style="list-style-type: none"> - Chocs - Heurts - Véhicules/conduite - Chutes d'objets, d'outils ou de matériaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Matérialisation, signalisation et balisage de la zone de travail de façon à interdire l'accès aux personnes étrangères au chantier. - Les véhicules de livraison devront prendre les précautions d'usage lors du stationnement et des manœuvres. - Respect des vitesses limitées et des sens de circulation. - Evacuer le personnel autour des véhicules en mouvement. - Emprunt des voies autorisées.
Circulations <ul style="list-style-type: none"> - couloir - escalier. 	<ul style="list-style-type: none"> - Chocs - Heurts - Encombrement - Chutes - Glissades - Coups, blessures 	<ul style="list-style-type: none"> - Baliser la zone de travail. - Rangement des matériels et des matériaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux. - Evacuation des déchets. - Port des E.P.I. (chaussures de sécurité, casque.) - Nettoyage des sols au fur et à mesure des salissures.
Zones de travail.	<ul style="list-style-type: none"> - Chocs - Heurts - Encombrement - Chutes - Glissades 	<ul style="list-style-type: none"> - Baliser la zone de travail. - Rangement des matériels et des matériaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux. - Evacuation des déchets - Port des E.P.I. (chaussures de sécurité, casque.) - Nettoyage des sols au fur et à mesure des salissures et rangement de la zone de travail.

2.5 CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION

Les entreprises devront prendre les mesures d'organisation ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelles de charges lourdes par les travailleurs.

Les entreprises définiront dans leur PPSPS les moyens de manutentions spécifiques prévues et leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.

1 Limitation des manutentions manuelles

Depuis les dispositions entrées en vigueur le 01/01/1993, la réglementation ne se borne plus à fixer des limites chiffrées de port des charges, mais oriente les principes de prévention liées à la manutention manuelle, à savoir :

On doit **prioritairement éviter** le recours à la manutention manuelle.

Si le recours à la manutention manuelle ne peut être évitée, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire un maximum les risques encourus par les opérateurs.

Le déchargement et la manutention des divers éléments devront s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- Les risques de chutes pendant le transport manuel sont liés aux obstacles ou à la configuration de lieux.

Du stockage provisoire à l'endroit de l'exécution, les déménagements s'effectueront par matériel approprié.

Le PPSPS devra notamment comporter une analyse pour les charges unitaires supérieures à 25 kg ou de longueur supérieure 6 m.

De toute évidence, les solutions générales retenues intègrent des mesures de sécurité spécifiques à chaque mode de matériel utilisé.

Chaque entreprise définira dans son PPSPS les moyens envisagés pour la manutention de ses matériaux.

2 Vérification périodique par un organisme agréé des engins de levage (avec levée des réserves)

Tout moyen de levage pénétrant sur le chantier devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires avant toute utilisation (calendriers de vérifications, comptes-rendus de vérifications à disposition en cabine,...).

La mention de la validité de ce contrôle doit être consignée sur les registres tenus sur le chantier.

Les matériels devant rester en place au-delà de la périodicité de validation de leur contrôle seront à nouveau contrôlés dans les délais fixés par la réglementation en vigueur au moment des travaux

(le cas échéant prévoir obligatoirement un accompagnateur habilité de l'entreprise responsable de ce matériel sur chantier lors de cette visite de contrôle périodique réglementaire).

Toute réserve éventuelle devra être levée avant utilisation du matériel.

L'entreprise du lot Gros-OEuvre prendra toutes dispositions nécessaires auprès de ses sous-traitants pour vérifier et faire appliquer cette procédure de contrôle réglementaire.

3 Autorisation / Formation à la conduite en sécurité

La conduite des engins de manutention et de chantier sera réservée au personnel

- Disposant d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur, conformément à la réglementation en vigueur
- Ayant reçu une formation adéquate à la conduite en sécurité (CACES, formation interne, ...) qui sera complétée et actualisée chaque fois que nécessaire
- Etant à jour de sa dernière visite médicale et reconnu médicalement apte à la conduite des engins

Chaque entreprise établira la liste des personnels autorisés à piloter des engins et matériels et l'inclura dans son P.P.S.P.S. Le coordonnateur SPS et le maître d'oeuvre pourront à tout moment demander la présentation de ces pièces réglementaires aux intervenants.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG C-SPS eirl page 28 sur 64	

Toute personne pilotant un engin nécessitant une autorisation et ne pouvant produire un justificatif lors de la demande du coordonnateur SPS et du maître d'oeuvre sera invitée à cesser la conduite de son appareil.
Le chef de chantier de l'entreprise sera informé. Ces remarques seront consignées dans le registre journal de chantier par le coordonnateur SPS.

4 Utilisation collective de moyens de levage

Les entreprises devront rechercher une utilisation commune des moyens de levage à disposition sur le chantier afin de limiter les risques d'interférence.

Un planning d'intervention et un plan d'implantation devront systématiquement compléter le P.P.S.P.S préalablement à l'intervention.

Les entreprises qui disposeront d'un moyen de levage fixe ou mobile devront autant que possible, permettre aux autres entreprises, d'utiliser les moyens de levage pour approvisionner les matériaux et matériels, dans le souci de limiter le nombre d'appareils.

Ces manutentions se feront sous la responsabilité de l'entreprise ayant le matériel à sa charge (conduite, arrimage, guidage) et l'entreprise utilisatrice devra mettre à disposition des systèmes d'accrochage adaptés aux charges à lever (palonnier, élingues, sangles,...).

Des conventions d'utilisation des moyens de levage devront être établies le cas échéant, de préférence en début de chantier.

Ces conventions préciseront les conditions d'utilisation des moyens de levage pour l'approvisionnement des postes de travail des entreprises.

La conduite de l'appareil sera exclusivement confiée au conducteur principal ayant l'autorisation de conduite délivrée par son employeur et sous la responsabilité de l'entreprise propriétaire ou locataire du moyen de levage.

3 MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

3.1 INSTALLATIONS PROVISOIRES DE CHANTIER

Celles-ci seront installées sur le site en liaison avec l'occupant et après accord de celui-ci et du C.SPS.

Le titulaire aura à sa charge la fourniture, la mise en place, le raccordement en fluides, l'entretien, le nettoyage, l'enlèvement des installations de chantier destinées à ses propres besoins et à ceux de la Maîtrise d'oeuvre et des différents prestataires intellectuels.

– **Eau**

A partir de l'alimentation en eau existante dans le bâtiment Ile de France, mise en place d'un compteur provisoire de chantier et mise en place d'un réseau de distribution d'eau permettant d'assurer les débits et pressions suffisants et alimentant la « base vie » et les zones de travaux. Le cheminement des canalisations ne devra pas subir les risques **de choc, de gel. Les canalisations seront protégées.**

– **Evacuation des EU/EV, EP**

Le cheminement des canalisations ne devra pas subir les risques **de choc, de gel. Les canalisations seront protégées.**

– **Electricité**

Le cheminement des câbles ne devra pas subir les risques **de choc, Les canalisations seront protégées.**
Il appartient au titulaire de réaliser les ouvrages provisoires nécessaires à la desserte du chantier et aux installations communes de chantier (zones des baraquements, plates-formes de travail, etc..) et d'en assurer la démolition et l'évacuation en fin des travaux.

1 SANITAIRES

Le personnel pourra utiliser les sanitaires situés à chaque étage du bâtiment.

Ceux-ci devront les utiliser en respectant les règles d'usage communes, en maintenant les locaux et équipements propres après leurs utilisations

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 29 sur 64	

2 VESTIAIRES ET REPECTOIRE

Les locaux sont mis à disposition sur site au sou-sol dans l' ancienne chaufferie et ancienne chambre froide les locaux devront être nettoyés et désinfectés avant usage

une couche de peinture sera à prévoir aux murs et plafonds et sols un revêtement linoléum ou feutre provisoire

La surface totale des **vestiaires** sera calculée en prenant comme base une surface de **1,25 m2 par personne**, cette surface sera de **1,5 m² par personne pour les réfectoires**.

Les vestiaires devront posséder des armoires à penderie double et être convenablement chauffés, ventilés, aérés.

Ils seront nettoyés par l'entreprise du lot spécifique installations de chantier

Un extincteur approprié au type feux sera à prévoir dans chaque local

Chaque entreprise devra respecter l'ensemble des dispositions indiquées ci-dessus.

Aucun vestiaire ne sera toléré dans les locaux intérieurs des ouvrages en construction ainsi que dans les roulottes ou magasins destinés au stockage des matériaux et matériels des entreprises.

Le réfectoire sera éclairé, isolé et chauffé, équipé de tables et chaises en nombre suffisant ainsi que d'un chauffe plat, d'un four micro-onde, d'un réfrigérateur, d'un évier eau potable froide/chaude avec placard de rangement à minima.

Nota : Il est strictement interdit de prendre des repas sur le chantier en dehors des réfectoires situés dans la « Base-vie ». Toute boisson alcoolisée est interdite sur l'ensemble du chantier.

3 AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGES :

Les emplacements disponibles où l'entrepreneur installera sur place des aires de stockage, seront délimités par des clôtures et palissades de chantier sur **une** place de stationnement face aux locaux vies

Les zones de stockages sont limitées. Le titulaire du marché devra un approvisionnement de son matériel à l'avancement des travaux.

Les zones de stockage matériaux et matériel définies en accord avec le Maître d'oeuvre et le C S.P.S.ne devront être ni gênant ni dangereux pour le personnel et les usagers

Les zones de stockage seront intégralement clôturées (barrières type Héras h :2.00m) et les éléments fixés entre eux à l'aide d'attaches spécifiques. Le ligaturage des éléments entre eux est proscrit .

4 STOCKAGE DES PRODUITS DANGEREUX OU INFLAMMABLES

Le stockage de produits dangereux sera limité au strict minimum

L'entreprise veillera à assurer la prévention et la protection contre tout risque d'incendie de ses matériaux. Les dépôts de matériaux inflammables seront interdits à l'intérieur des locaux communs et des locaux assujettis aux travaux.

Les dépôts de matériaux inflammables doivent être stockés à l'extérieur, dans les zones très délimitées et précises, prévues à cet effet, dans des contraintes métalliques parfaitement ventilés comportant un extincteur approprié de lutte contre l'incendie.

Le plan d'installation du chantier sera tenu du jour, en conséquence

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 30 sur 64	

3.2 CONDITIONS DE STOCKAGES, D' ELIMINATION OU D' EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

1 NETTOYAGE DU CHANTIER

Tri sélectif des déchets et évacuation par chaque entreprise, au jour le jour, des déchets qu'elle produit.

Nettoyage des véhicules sortants : dispositif à mettre en oeuvre par l'entreprise concernée

Le titulaire du présent lot, intervenant dans des zones en activité, doit maintenir les espaces de chantier propre et rangé. Il devra quotidiennement assurer :

- L'évacuation des emballages et déchets
- Laisser les cheminements libres d'accès
- Le nettoyage des zones en chantier
- Il devra un nettoyage minutieux de fin de chantier.
- Il sera réalisé au fur et à mesure de l'avancement et de la libération des zones.

Mesure de sauvegarde envisagée en cas de carence d'une entreprise :

En cas de carence de l'entreprise titulaire il sera demandé au maître d'oeuvre de faire procéder au nettoyage des installations de chantier et de cantonnement par une entreprise de son choix au frais de l'entreprise défaillante

Il devra le balayage et le lavage des locaux ayant fait l'objet de travaux.

Les locaux devront présenter un état de propreté tel qu'ils puissent être occupés immédiatement après travaux.

A la fin des travaux le titulaire du marché devra le nettoyage des abords du bâtiment et la remise en état des lieux à l'identique de l'existant.

3.3 UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L' INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE DE CHANTIER

1 PROTECTIONS COLLECTIVES : DISPOSITIONS GENERALES

Toutes les parties du chantier ainsi que les postes de travail devront être munis de protections collectives provisoires:

L'entrepreneur titulaire du lot principal doit mettre en place tous les moyens de protections collectives nécessaires à la protection des personnes contre les risques de chute de hauteur. Ces protections seront conformes à la réglementation en la matière (NF P 93-340 / juin 1994, Équipement de chantier - garde corps métalliques provisoires de chantier).

Il est rappelé le dimensionnement et les éléments constituant t un garde de corps provisoire de chantier :

- Ils doivent comporter 1 lisse haute à 1,10 m de hauteur
- 1 lisse intermédiaire à 0.45 m de hauteur
- 1 plinthe de 0.15m hauteur en partie basse

Ces éléments doivent être continus, y comprises les angles, retours et extrémités.

- Protection des trémies, stockage et manutention des matériels, par garde corps, planchers provisoires, plates-formes de travail, filets, auvents, isolement de zones, etc., Ces protections seront dues par l' entreprise titulaire du marché

Les protections collectives seront mises en place par l' entreprise titulaire du lot 1 en collaboration avec les autres entreprises titulaires de lot, le Maître d'Oeuvre, le Coordonnateur SPS, de façon à rechercher une utilisation la plus commune possible à un maximum d'intervenants. Toutefois, ces dispositions ne dérogent pas à la règle qui fait obligation à chaque entreprise d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier.

Chaque entreprise ayant à intervenir devra s'assurer que les protections mises en place sont adaptées et suffisantes. Si tel n'était pas le cas, cette entreprise devra avertir l'entreprise du lot 1 qui réalisera les modifications et adaptations nécessaires pour assurer la sécurité du personnel.

Le Coordonnateur SPS sera informé des modifications apportées avant toute intervention sur le chantier.

Toutes les entreprises intervenant dans le cadre de l'opération devront préciser dans leur PPSPS les protections collectives envisagées et nécessaires à leur intervention.

Les modifications importantes devront faire l'objet d'un additif au PPSPS, lequel sera préalablement soumis au coordonnateur SPS.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 31 sur 64	

2 ETUDES DES MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVES TEMPORAIRES EN PHASE CHANTIER

L'entreprise du Lot principal étudiera, avec ses sous traitants, la nature et les moyens de mise en oeuvre des protections collectives temporaires pendant la période des travaux

- D'une manière générale dès l'existence d'un risque de chute de hauteur

Le positionnement des protections collectives devra permettre la mise en place des protections définitives sans dépose préalable des protections provisoires.

La mise en place et l'enlèvement des protections collectives temporaires devront se faire sans entraîner de risque majeur pour l'intervenant.

L'entreprise du lot Gros-OEuvre étudiera toute mise en place de réservation dans les planchers, pré-dalles, poutres, etc. pour faciliter la mise en place rapide de garde-corps.

Le maître d'oeuvre veillera à ce que les réservations et protections collectives temporaires au droit des rives de plancher, sur des escaliers ou des trémies soient compatibles avec les travaux des corps d'états suivants sans que ces corps d'état ne suppriment les protections collectives pour réaliser leurs travaux.

3.4 UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES

1 GENERALITES

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif de sécurité collectif, à l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement, sous le contrôle et la responsabilité de l'installateur et de la maintenir en état.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle ne pourront être déplacés ou modifiés que par cette dernière. Au cas où l'entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur désigné a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur SPS et/ou du Maître d'œuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable

2 CHUTE DE HAUTEUR

Conformément à la réglementation, tout travail temporaire en hauteur devra être réalisé à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver et assurer la santé et la sécurité des travailleurs

Il ne saurait donc être question de réaliser un travail en hauteur en envisageant uniquement des protections individuelles, sauf lors de l'opération de montage / démontage des échafaudages.

La prévention des chutes de hauteur sera assurée par des moyens de protection collective (garde-corps rigides ou autre moyen assurant une sécurité équivalente).

En cas d'absence même partielle de protection collective, en accord avec le représentant du maître d'ouvrage, *le CSPS arrêtera aussitôt les travaux mettant en danger les salariés de l'entreprise concernée.* Le matériel de travail en hauteur sera conforme à la législation en vigueur.

En outre les intervenants devront présenter un cahier d'entretien et de contrôle, visé par un organisme agréé, pour les équipements de travail en hauteur. Les travaux seront obligatoirement effectués sous protections collectives *pour les travaux exposés au vide. Le port des équipements individuels de protection est également obligatoire.*

Les escabeaux et marchepieds pourront être utilisés uniquement en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la sécurité collective contre les chutes de hauteur des travailleurs (nacelle, échafaudage fixe ou roulant, PIR, ...)

ou lorsque l'évaluation du risque par l'entreprise a établi que le risque de chute de hauteur est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas de caractère répétitif.. **Le travail à l'échelle est interdit.**

Nota : Il est rappelé aux entreprises amenées à intervenir sur le chantier que les échelles, les escabeaux sont par définition un moyen d'accès à un niveau supérieur avec les deux mains libres ; elle ne peut donc pas constituer un poste de travail (décret N) 2004-924 du 1^{er} septembre 2004.

Toute installation et utilisation d'échafaudage sera faite aux prescriptions du décret 2004-924 du 1/09/2004, de l'arrêté du 21/12/2004, et de la R408/CNAMTS et du code du travail en vigueur.

Les échafaudages de plus de 24m de haut, ou inférieurs à 24m mais dont le montage diffère de la notice constructeur, devront faire l'objet d'une note de calcul élaborée par une personne compétente.

Les entreprises devront programmer leurs interventions avec échafaudages et nacelles élévatrices sur des surfaces rendues au préalable planes et stables avec une portance suffisante pour éviter toute déstabilisation, effondrement ou renversement de ces matériels et engins.

Ils seront à jour de leurs vérifications réglementaires et conformes à la réglementation en vigueur au moment de leur installation temporaire et utilisation sur le chantier. Les zones de circulations et d'évolution de ces engins devront être aménagées pour avoir une portance suffisante pour éviter toute ornière et toute déstabilisation ou déséquilibre de l'engin lors des circulations et lors des phases d'élévations.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 2021	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 32 sur 64	

Les échafaudages mobiles seront toujours conformes et devront posséder un dispositif de blocage des roues.
Tous les échafaudages, fixes ou mobiles, devront être montés et démontés, voir contrôlés avant toute utilisation ou après modifications éventuelles, en application du Décret du 08 Janvier 1965 modifié Septembre 2004 sous la direction d'une personne compétente désignée et par du personnel spécialement formés. Un plan ou notice doit être établi ainsi qu'une signalétique adaptée aux caractéristiques et capacité de charges max. admissibles. Elle sera affichée sur tous les planchers d'échafaudages de quelques natures qu'ils soient.

3.5 INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE DE CHANTIER

1 ORGANISATION GENERALE

Alimentation électrique générale depuis le réseau existant jusqu'au chantier
du réseau ERDF à situer sur place jusqu'à l'armoire principale : à charge de l'entreprise titulaire
 Installation électrique prises de courant, force motrice
équipement des zones d'intervention, depuis l'armoire générale : à charge de l'entreprise titulaire

2 CONCEPTION

L'installation devra être conforme en tout point à la réglementation. Elle devra satisfaire aux besoins du chantier, soit entre autres :
 la disponibilité des points d'utilisation : les zones de travail devront être desservies de manière suffisante : toute zone de travail doit être à moins de 25 m d'un coffret fixe de distribution : à charge de l'entreprise titulaire

3 UTILISATION

Les branchements électriques seront effectués sur les prises fixes des coffrets de distribution exclusivement.
 Les coffrets sont maintenus fermés, 1 coupure d'urgence en face avant de chaque armoire. Tout "bricolage" dans l'armoire est strictement interdit.

Les canalisations et tout équipement électrique en aval des coffrets de distribution seront adaptés aux conditions de l'environnement dans lesquelles ils sont installés, en particulier:

- indice de protection (IP 44) satisfaisant
- protection mécanique des câbles cheminant au sol

4 CONTROLE ET DOSSIER DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Les installations électriques seront contrôlées par un **organisme agréé** lors de la réalisation de l'installation puis à chaque modification de celle-ci. (à charge de l'entreprise titulaire)

Sans ce contrôle, sans observation, l'installation ne sera pas mise à la disposition des autres entreprises.
 Un dossier concernant l'ensemble des installations électriques du chantier devra être constitué. Il comprendra entre autres :

- les implantations des équipements: coffrets de distribution, éclairage...
- les cheminements des canalisations avec indication des modes de pose
- les schémas unifilaires des armoires et coffrets électriques
- les rapports de contrôle des installations

Ce dossier sera disponible sur chantier, et mis à jour au fur et à mesure.

5 AUTRES RISQUES ELECTRIQUES

Pour tous travaux d'ordre électrique dans le cadre de cette opération, application de la norme UTEC 18 510 : les habilitations électriques sont obligatoires. Sans ces habilitations, en accord avec le représentant du maître d'ouvrage, le CSPS n'autorisera pas l'activité.

4 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L' OPERATION CONCERNANT LES SECOURS, L' EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D' ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

Il sera joint en annexe la procédure d'évacuation du site. Elle donnera les renseignements des différents contacts et de la conduite à tenir.

Cette procédure devra être incluse dans le PPSPS. Les pompiers devront être appelés immédiatement. Dans tous les cas, la victime ne doit jamais être bougée ou déplacée, avant l'arrivée des secours.

Le Coordonnateur SPS sera chargé sur place de l'enquête sur les circonstances de l'accident, conditions et causes.

Les intervenants ayant été témoins devront se tenir à la disposition du Coordonnateur SPS et des enquêteurs, afin de relater les faits qu'ils ont vus.

1 SECOURS

Numéro d'appel en cas d'urgence : 18 / ou 112 depuis un portable Accès réservé au secours : A définir lors du plan d'installation du chantier Les circulations ne devront pas être encombrées de véhicules, Aucun stockage pouvant gêner l'accès des services de secours. Relation avec les services : voir fiche d'appel en fin de document

2 TROUSSES DE SECOURS

Il est impératif que les entreprises possèdent une trousse de premiers secours sur le chantier afin que toute blessure puisse être soignée rapidement, le personnel doit pouvoir en disposer librement. Le contenu de cette boîte doit permettre aussi bien la pose d'un pansement sur une petite plaie que des interventions du secouriste du travail avant l'arrivée des secours médicalisés. Il est défini pour une entité d travail ; le nombre de boîtes de secours devant être adapté à l'importance du chantier et la multiplication des zones de chantier.

3 SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL

Les entreprises, conformément à la législation devront, dans leurs équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail formés ou recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20 pendant la durée des travaux). Les secouristes du travail devront être facilement identifiables et repérables par la présence d'un signe distinctif sur leur casque et vêtement de travail. Les entreprises devront, dans les 48 heures qui suivent tout accident du travail, communiquer au coordonnateur le compte-rendu des circonstances de l'accident. L'accès du chantier devra rester dégagé pour permettre la circulation des moyens de secours.

4 INCENDIE

Il est strictement interdit d'allumer des feux à l'intérieur des locaux ou sur les abords. Il est également interdit de brûler des matériaux sur le chantier. L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur leurs postes de travail en fonction des consignes dispensées et l'utilisation du matériel de lutte contre l'incendie existant disponible sur les emplacements. Les emplacements des extincteurs doivent être choisis à proximité des points où un début d'incendie est à craindre. Ils doivent être visibles et facilement accessibles. Il est recommandé de prévoir un minimum de 2 extincteurs de capacité inférieure à 10 mètres par poste de travail, quelle que soit la surface des locaux.

5 TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS / PERMIS - FEUX

Le permis de feu sera établi de façon journalière par le responsable d'exploitation et par zone. Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou, s'il agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Désignation des travaux considérés :

- La soudure électrique
- La soudure au chalumeau
- Le découpage électrique
- Le découpage au chalumeau
- La lampe à souder
- l' outillage- électrique
- Le dégagement d'étincelles

Le permis de feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 34 sur 64	

Il entraîne à prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires.

Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit « à points chauds » dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi. Tous les permis feu seront délivrés par le Maître d'ouvrage.

Toutes entreprises ayant eu un permis feu devront en faire parvenir un exemplaire au Coordonnateur SPS. Les opérateurs générant un point chaud devront impérativement avoir un extincteur à proximité. Sur le chantier, les extincteurs seront répartis judicieusement.

6 MOYENS DE LUTTE CONTRE L' INCENDIE

Mise en place d'extincteurs dans les cantonnements et poste de travail par point chaud : 1 extincteur portatif léger d'une capacité de 6L, avec additif Dans le cadre des travaux, avoir impérativement un extincteur dans la zone de travail et assurez-vous que l'utilisateur aura reçu la formation à l'utilisation, d'un extincteur. L'extincteur sera d'un type polyvalent ABC.

7 RAPPEL DES PRINCIPALES CONSIGNES GENERALES

- Délimiter la zone de danger.
- Enlever les produits inflammables qui s'y trouvent
- Éliminer les risques particuliers d'incendie.
- Prévoir les moyens d'intervention appropriés.
- Assurer la présence d'un personnel spécial d'intervention
- pour tous travaux de nuit, les dimanches et jours fériés, dans des endroits isolés et particulièrement dangereux

5 MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

1 Entreprises Titulaires

L'entreprise titulaire d'un lot a l'obligation de remettre a ses sous-traitants :

- Un exemplaire du present PGCSPS,
- Son propre PPSPS

Un document precisant les mesures d'organisation generale qu'elle a retenues et qui sont de nature a avoir une incidence sur la securite et la sante des travailleurs

Deux semaines avant son intervention sur le chantier, chaque entreprise doit informer le Coordonnateur afin d'effectuer l'inspection commune prealable au demarrage de ses travaux

2 Inspections Communes

Chaque entreprise intervenante Titulaire ou sous-traitante doit realiser son inspection commune avant le debut de ses travaux. Elle permet de preciser, les consignes a observer et les modalites de mise en oeuvre des mesures figurant au PGCSPS et dans les autres pieces de l'appel d'offre (notamment l'utilisation de moyens mis en communs et les mesures de prevention liees a la coactivite).

Cette inspection contribue a l'elaboration du PPSPS.

Le delai de prevenance du CSPS est de 15 Jours.

Les obligations de l'entreprise pour effectuer l'inspection commune :

Avoir prevenu le maitre d'ouvrage pour Agreement puis le maitre d'oeuvre

Avoir transmis apres verification du responsable securite de l'entreprise titulaire, son projet de PPSPS.

3 Accueil des intervenants sur le site

Chaque Entreprise doit veiller a ce que son personnel, y compris les salaries interimaaires, ait recu une formation pratique et appropriee en matiere de securite, le jour meme de leur arrivee sur le chantier.

L'entreprise titulaire du lot 01 devra prevoir un livret d'accueil specifique au chantier.

Ce livret d'accueil devra comporter plusieurs Themes au minimum listes ci-dessous :

Extrait du guide F0_G_01_12 de l'OPPBTP

Thèmes N°01 : ***Les Secours***

Thèmes N°02 : ***Les risques Incendie***

Thèmes N°03 : ***Hygiène***

Thèmes N°04 : ***Sante***

Thèmes N°05 : ***circulation routière***

Thèmes N°06 : ***circulation sur le chantier***

Thèmes N°07 : ***ordre sur le chantier***

Thèmes N°08 : ***manutentions / Avis de levage***

Thèmes N°09 : ***travaux en hauteur***

Thèmes N°10 : ***les protections collectives***

Thèmes N°11 : ***les risques électriques***

Thèmes N°12 : ***l'outillage portatif***

Thèmes N°13 : ***les produits dangereux***

Cet accueil sera assure par chaque titulaire de lot pour eux ainsi qu'a leurs sous-traitants et prestataires.

4 Aptitude médicale

L'ensemble du personnel intervenant sur le chantier doit etre reconnu " apte medicalement " et avoir subi les visites medicales et les vaccinations obligatoires liees a l'exercice de sa profession, ainsi que celles exigees par le medecin du travail.

Une copie des fiches d'aptitude delivrees par le medecin du travail de chaque Entreprise doit etre tenue sur le chantier dans le vestiaire de chaque ouvrier.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 36 sur 64	

5 Encadrement.

Tous les ouvriers sur le chantier sont encadrés par une personne " responsable " et présente physiquement sur le site qui veille au respect des conditions de sécurité du travail, du PPSPS et du PGCSPS.

Le ou les noms des personnes figurent au PPSPS des Entreprises.

Cas particulier pour les entreprises étrangères :

Une personne responsable et parlant français devra être présente en permanence physiquement sur le site. Le nom et numéro de téléphone de cette personne devra apparaître clairement dans le PPSPS de l'entreprise. Le PPSPS de l'entreprise devra être établi en deux exemplaires, un exemplaire dans la langue d'origine des salariés et un exemplaire en français.

6 Travailleurs étrangers

Il est obligatoire que pour un groupe de travailleurs étrangers, il y ait un interprète permanent parlant français afin de communiquer clairement sur les problèmes de sécurité qui demandent une réactivité immédiate

7 Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant une activité sur le chantier doivent établir un PPSPS et le remettre au Coordonnateur SPS. Le présent PGCSPS leur est applicable.

8 Personnels intérimaires

Les Entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- Qu'il ne l'emploie pas pour des travaux qui lui est interdit (liste des travaux interdits aux intérimaires)
- Qu'il a reçu une formation appropriée et pratique en matière de sécurité.
- Que le certificat d'aptitude médicale (renforcée pour cas spécifique) a bien été délivré.
- Que le personnel bénéficie de cartes de travail ou de séjour en règle.
- Qu'il a suivi la formation à la sécurité adéquate.
- Qu'il est équipé des moyens de protection individuelle adaptés à sa tâche.
- Qu'en cas de travail à des postes présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité, bénéficie d'une formation renforcée à la sécurité ainsi que d'un accueil et d'une information adaptés dans l'entreprise dans laquelle ils sont employés
- Que le salarié soit intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (accès aux vestiaires, réfectoire, sanitaires etc.)
- Les Entreprises doivent également informer les personnels intérimaires des risques encourus et des règles de sécurité comme pour leur propre personnel.

9 6.5 Location d'engins avec chauffeur ou prestataire de service

Les Entreprises ayant recouru à des prestataires de service ou à une location d'engin avec chauffeur avertira le coordonnateur SPS ainsi que le maître d'œuvre par un simple courrier ou e-mail.

Celui-ci mentionnera :

Le nom de l'entreprise

La date et durée d'intervention

Les travaux prévus

Liste du personnel

Un accueil sécurité sera effectué par l'entreprise mandataire qui mentionnera clairement :

L'adhésion à son PPSPS

L'adhésion au PGCSPS du chantier

Les règles de sécurité du chantier (Port des EPI, circulation, etc...)

Contrôle des autorisations de conduite et CACES

L'entreprise sera responsable de son prestataire, elle vérifiera et s'assurera :

De mettre en place les protections collectives adaptées à ses travaux (balisage, signalisation, protections)

Que les vérifications périodiques et examen d'adéquation des engins utilisés soient conformes à la

réglementation en vigueur.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 37 sur 64	

Les intervenants et prestataires de chaque entreprise, non consideres comme sous-traitants, interviennent sous la responsabilité de l'entreprise qui la missionne. A ce titre, celle-ci leur transmet elle-meme les consignes du CSPS, l'informe sur les risques lies aux travaux et integre leurs taches et leurs risques dans son propre PPSPS.

10 Obligations et responsabilités des entreprises

La tenue du respect des delais ne saurait etre un obstacle aux regles de securite.

Chaque Entreprise est donc tenue de mettre en oeuvre tous les moyens compatibles entre les respects des delais et de regles de securite.

Dans le cas d'une difficulte ou d'une impossibilite, l'Entreprise en informe immediatement le Coordonnateur SPS.

Dans le cas d'une situation litigieuse, le Coordonnateur SPS peut consulter ou faire appel a un Organisme specialise. (Inspection du travail, CRAM, OPPBTP.)

Il est rappele aux Entreprises que lorsqu'un risque serieux d'atteinte a l'integrite physique d'un intervenant existe du fait de l'inobservation ou du manque des regles de securite, le Coordonnateur pourra en referer au Maitre d'Ouvrage qui prendra toutes les mesures adequates notamment en faisant arreter le chantier.

L'Inspecteur du Travail pourra egalement saisir le juge des Referes pour une fermeture temporaire du chantier (article L4732-1 du Code du travail) L'entreprise responsable en subit alors toutes les consequences penales et financieres.

11 Sujétions dues à la présence simultanée d'entreprises différentes sur le chantier

Les Entreprises sont tenues de participer aux reunions de chantier pendant lesquelles la coordination de securite sera abordee, notamment en ce qui concerne :

Le calage permanent du calendrier d'execution.

L'organisation de la coactivite.

L'organisation de la circulation.

L'analyse des mesures de securite en cours et la definition des mesures a observer.

L'intervention de nouvelle Entreprise.

12 Pénalités

L'intervention sur le chantier sans la diffusion du PPSPS au Coordonnateur SPS entrainera l'application des penalites prevues dans le CCAP pour non remise de document, et l'expulsion immediate de l'entreprise concerne. S'il s'agit de sous-traitant, la penalite sera appliquee a l'entreprise principale (entreprise ayant sous-traite ses travaux) et le sous-traitant sera expulsee.

Ces penalites seront appliquees en cas de non transmission dans les delais fixes par le Coordonnateur SPS :

D'un PPSPS modifie suite aux observations du Coordonnateur SPS

D'un additif au PPSPS (interdiction de debuter les travaux concernees par l'additif).

5.2 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, l'attention des Entreprises est attiree sur : Les dispositions reglementaires du Code du Travail (article L 8231.1), L'agrément du Maitre d'ouvrage / Maitre d'oeuvre,

Les dispositions de la Coordination SPS pour acces au chantier et execution des travaux Dans le cas ou une Entreprise sous-traite tout ou partie de l'execution du marche conclu avec le Maitre

d'Ouvrage, elle remet a chacun de ses sous-traitants un exemplaire du present PGCSPS.

Elle doit egalement remettre un document precisant les mesures d'organisation generale qu'elle a elle-meme retenues en matiere d'hygiene et de securite.

Chaque sous-traitant a donc l'obligation d'etablir son PPSPS, apres remise de ces documents, prealablement a toute intervention sur le chantier dans un delai d'au moins 30 jours apres reception du contrat de soustraitance signe de l'Entrepreneur.

Ce delai peut etre ramene a 8 jours pour les travaux accessoires si ceux-ci ne relevent pas de travaux a risques particuliers definis par arrete.

Les PPSPS sont elabores dans les memes conditions que pour l'entreprise titulaire.

Si le titulaire n'as pas toutes les competences pour realiser la globalite du projet, il pourra en sous-traiter une partie.

Le Maître d'Ouvrage devra prealablement donner son accord a toutes les demandes de sous-traitance qui pourraient être proposees par le titulaire du marche.

Il est rappele que la sous-traitance de rang deux sera strictement interdite. De plus, les sous-traitants devront obligatoirement être identifiés dans l'acte d'engagement joint à l' appel d'offres et acceptés par le Maître d'Ouvrage

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 38 sur 64	

1 Relations de sous-traitance

Le présent PGC sera annexé au marché de l'entreprise et aux contrats de sous-traitance du lot. Les relations entre entreprises et entreprises sous-traitantes doivent être régies par des contrats de sous-traitance pour chaque sous-traitant dans lesquels le présent PGC doit être annexé. Chaque entreprise sous-traitante devra présenter un PPSPS qui sera joint au PPSPS de l'entreprise qui sous-traite tout ou partie de son lot et annexé au présent PGC. Chaque entreprise sous-traitante est soumise aux mêmes procédures que l'entreprise principale.

2 Niveau et protocole de partenariat

Le niveau de sous-traitance sera celui déterminé par le Maître d'ouvrage. Tout non-respect de ce niveau de sous-traitance, que pourrait constater le Coordonnateur SPS, sera notifié à l'entreprise et enregistré sur le registre journal pour en porter connaissance au Maître d'ouvrage. Tous les sous-traitants doivent être déclarés au Maître d'ouvrage.

3 Entrepreneurs et employeurs intérimaires

Les entreprises louangeuses de main d'œuvre intérimaires s'engageront à affecter l'ouvrier dans le poste de sa spécialisation et qualification. Les sociétés de travail temporaires prendront l'engagement de s'assurer de la pleine qualification du personnel intérimaire qu'elles proposeront aux entreprises sur le site. Chaque entreprise et société de travail temporaire fournira au Maître d'ouvrage et au Coordonnateur SPS la liste des ouvriers intérimaires engagées.

Sur cette liste il sera fait mention de la qualification, du poste occupé, du nom et prénom et pour les étrangers les références de leurs autorisations de séjour et de travail sur le territoire français. Cette liste sera à disposition des Organismes de prévention, IT ou CRAMIF.

4 Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants intervenant sur le chantier devront se conformer en tout point aux textes et réglementations en vigueur, en ce qui concerne notamment les prescriptions réglementaires définies par :

- décret n° 95-607 du 06/05/95, mesures particulières de sécurité,
- décret n° 95-608 du 6/05/95, modifications du CDT de décrets non codifiés.

5 Travail clandestin (obligation des entreprises)

Chaque entreprise intervenant sur le site dans le cadre de cette opération devra tenir sur le chantier le registre des salariés opérant sur le dit chantier (Liste unique du personnel conforme aux articles :L 620-3et R 620-3 du code du travail. Les mentions, « Noms et Prénoms » seront portées ainsi que le moment de l'embauche et la qualification.

Pour les salariés étrangers assujettis à la possession d'un titre les autorisant à exercer une activité de salarié il sera porté sur le dit registre le type et le n° d'ordre du titre validant l'autorisation de travail délivré par les services de la préfecture de son lieu de résidence, et la date de validité (« copie de ces titres annexés au registre »). Lors d'une première embauche et tant que le salarié n'a pas reçu de bulletin de salaire, l'employeur est tenu immédiatement au salarié une attestation d'embauche.

6 Rappel réglementaire

« Si un sous-traitant se borne à mettre de la main d'œuvre à la disposition du donneur d'ouvrage, à défaut d'autres prestations (encadrement, savoir-faire particulier, apport de matière première), il se rendra coupable du délit de marchandage, réprimé par les dispositions de l'article L 125-3 du code du travail (le prêt de main d'oeuvre n'est autorisé que si le prêteur le fait à titre gracieux ou s'il a le statut d'entreprise de travail temporaire). Le donneur d'ouvrage deviendra responsable de la sécurité des salariés de son « faux sous-traitant ». Si un « faux sous-traitant » ou artisan, avec ou sans salariés, est lié à don donneur d'ouvrage par une relation habituelle caractéristique des liens de subordination propre au contrat de travail, le contrat le liant à son donneur d'ouvrage sera requalifié en contrat de travail. Ce dernier sera alors considéré comme responsable de son « faux-sous-traitant », qu'il soit artisan ou société, et des éventuels salariés.

7 CADRE DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTIONDE LA SANTE - (P.P.S.P.S.)

Le P.P.S.P.S. de chaque entreprise, y compris sous-traitants, indique de manière détaillée :
Chapitres minimums à traiter par les entreprises

1 RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- ☐ Dénomination du chantier (Adresse et téléphone)
- ☐ Nom et adresse de l'entreprise
- ☐ Nom et qualité du ou des responsables des travaux
- ☐ Nature et importance des travaux à réaliser
- ☐ Date de démarrage des travaux
- ☐ Délai d'exécution des travaux
- ☐ Planning prévisionnel des travaux
- ☐ L'effectif du personnel et son évolution
- ☐ L'effectif prévisionnel des sous-traitants
- ☐ Noms et adresse des sous-traitants (avec description des travaux sous-traités, le nom et les coordonnées des responsables)

2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ORGANISATION DU CHANTIER

- ☐ Consignes des premiers secours
- ☐ Nom et coordonnées du responsable de sécurité sur site
- ☐ Nom et coordonnées de l'agent d'organisation de chantier sur site
- ☐ Nom et coordonnées des membres du CISSCT.
- ☐ Nom des travailleurs secouristes
- ☐ Matériel médical sur le chantier
- ☐ Mesures prises pour assurer l'hygiène et les conditions de travail
- ☐ Transport et hébergement du personnel
- ☐ Surveillance médicale spéciale

3 MESURES DE SECURITE APPLICABLES AUX INTERVENTIONS DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER

- ☐ Protections collectives mises en place
- ☐ Moyens matériels utilisés et leur contrôle sur site (matériel d'élévation du personnel et du matériel)
- ☐ Description des installations de chantier (zones de travail, zones de stockages, circulations, etc)
- ☐ Analyse des risques générés par les autres entreprises et l'environnement (Risques importés)
- ☐ Analyse des risques générés envers les autres intervenants en coactivité (Risques exportés)
- ☐ Analyse des risques générés par mon activité sur mon personnel (Risques propres)
- ☐ Modes opératoires
- ☐ Risques liés à l'activité de l'exploitant
- ☐ Mesures prises pour le chargement et Déchargement des matériaux (DHOL)

Nota : Dans les tableaux d'analyses de risques, formaliser le nom de l'entreprise mettant en place les moyens de prévention

8 Additifs au P.P.S.P.S.

La sécurité gagnera à ce que le maximum soit prévu initialement plutôt qu'ajusté.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 40 sur 64	

5.3 MESURES PRISES EN MATIERE D' INTERACTIONS SUR LE SITE

1 Travaux superposés

D'une manière générale, les travaux entraînant une superposition des tâches sont formellement interdits.

L'organisation des tâches sur le planning général d'exécution devra être établie de façon à éviter les risques liés aux travaux superposés, pour que chaque entreprise intervienne seule dans une zone de chantier

Les entreprises étudieront avec le Coordonnateur SPS la nature et la programmation des interventions risquant d'entraîner des interactions superposées.

Chaque entreprise proposera les mesures de protection correspondantes

Les zones de chantiers seront sectionnées par surface et/ou par niveau, et les enchaînements des tâches réalisées par entreprise seront organisés en fonction de ces surfaces et niveaux

2 Risques liés aux coactivités T.C.E.

Des mesures seront établies par le maître d'oeuvre en fonction du planning de chantier pour **éviter / limiter les co-activités** entre les corps d'état.

Ces mesures consisteront principalement en un phasage des travaux par zones, niveaux et par corps d'état. Ces travaux pourront être sectorisés en zones distinctes et par niveaux

L'ordonnancement des travaux s'organisera suivant le planning défini lors de la période de préparation de chantier en tenant compte des principes généraux de prévention.

Les cas contraires, des points d'arrêts sécurités seront établis sur les zones dangereuses constatées par le maître d'oeuvre, le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS,

par l'entreprise du lot principal ou par l'entreprise ayant décidé de créer un point d'arrêt sécurité sur sa propre activité à la suite d'une situation dangereuse générée par une autre entreprise, par un ou des éléments de l'ouvrage en cours de montage non sécurisé, des matériels permettant l'accès au poste de travail non-conforme, ou toutes autres situations dangereuses qu'elle évaluera et jugera en mesures de porter atteinte à la sécurité de son personnel ou à d'autres personnes.

Dans ce cas, l'intervenant ayant établi le point d'arrêt sécurité informera immédiatement par tout moyen que ce soit le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre, l'entreprise du lot principal, le coordonnateur SPS qui le notifier

3 Travaux spécifiques

Les travaux générateur de nuisances spécifiques telles que bruits, émanation de vapeurs dangereuses ou de poussières seront, dans la mesure du possible, réalisées dans des zones isolées.

En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants, des piétons et des autres usagés .

A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

Il est rappelé, avant toute mise en oeuvre de produit dangereux, l'entreprise devra fournir au Coordonnateur SPS les fiches de données de sécurité de produits.

6 Travaux spécifiques présentant un danger particulier (arrêté du 25 février 2003)

1°

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en oeuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
- à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ;

2°

Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 231-56-11-I et R. 231-65-I ;

3°

Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé ;

4°

Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé ;

5°

Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;

6°

Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;

7°

Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-oeuvre ;

8°

Travaux en plongée appareillée ;

9°

Travaux en milieu hyperbare ;

10°

Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors oeuvre supérieur à 200 mètres cubes ;

11°

Travaux comportant l'usage d'explosifs ;

12°

Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

13°

Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 42 sur 64	

6.1 RISQUE DE CHUTE DE HAUTEUR DE PLUS DE 3 METRES

1 ECHAFAUDAGES

Les échafaudages doivent être installés conformément aux sujétions du Code du Travail notamment celles qui sont énoncées dans les articles R 4323-71 à R 4323-74 et R 4323-76 à R 4323-80.

Le montage et démontage doit être réalisé par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate, sous la direction d'une personne compétente. (R 4323-69).

Le CSPS est susceptible de contrôler les attestations. Si ces documents ne sont pas en possession des salariés, le CSPS demandera aussitôt leur exclusion du chantier.

La personne compétente, chargée de diriger le montage, dispose sur le site de la notice du fabricant ou du plan de montage avec toutes les instructions correspondantes. L'échafaudage doit être réalisé conformément à la note de calcul du fabricant à laquelle renvoie cette notice. Cette notice et la note de calcul doivent être présentées au CSPS à sa demande.

2 RECEPTION DES ECHAFAUDAGES

Avant mise à disposition de l'échafaudage un PV de réception doit être établi entre l'entreprise ayant assuré le montage et toute entreprise utilisatrice (plusieurs PV peuvent être rédigés si plusieurs entreprises sont amenées à utiliser celui-ci)

Le modèle de PV est disponible à l'OPPBTP.

Le CSPS doit impérativement être destinataire du ou des PV faute de quoi, en accord avec le représentant du maître d'ouvrage, il suspendra l'activité.

Après le démontage de la flèche, la partie d'échafaudage concernée sera obligatoirement consignée, sauf si les parties intérieures qui seront exposées au vide sont équipées de garde-corps.

En aucun cas, sauf validation écrite de l'entreprise ayant réalisé le montage de l'échafaudage, une entreprise utilisatrice peut modifier, même partiellement, cet échafaudage

3 NACELLES ELEVATRICES (PEMP)

Chaque entreprise utilisant une nacelle mettra un panneau d'identification de l'entreprise et une numérotation particulière dans le cas d'utilisation de plusieurs appareils sur le chantier.

Chaque entreprise établira la liste des personnels autorisés à conduire les nacelles et l'inclura dans son P.P.S.P.S.

Ce dernier devra également indiquer les modes opératoires retenus par l'entreprise et les dispositions à mettre en place pour assurer un périmètre de sécurité dans les zones impactées par ces engins

Nota : Le panier de la nacelle élévatrice est un poste de travail mobile, en sécurité collective. Son accès et sa sortie se font depuis le sol ; L'opérateur est debout sur le plancher du panier ; En aucune façon, le panier ne devra être utilisé comme ascenseur d'un plancher à l'autre.

6.2 Utilisation de produits dangereux

Toute préparation chimique exige des protections lors de son emploi. Pour tous les produits une Fiche de Données de Sécurité (F.D.S.) sera réclamée par l'Entreprise aux fournisseurs, en complément de la Fiche Technique. **Une copie sera adressée au Coordonnateur S. P.S.**

- Les produits ouverts seront disposés sur un bac de rétention.
- L'étiquetage sera ni nécessaire complété.
- Les fûts seront munis sur le dessus d'un tapis absorbant les hydrocarbures.
- Dans le cadre de l'utilisation des résines et des peintures de sols, il est impératif que les mélanges soient réalisés à l'air libre, ou à défaut dans un local parfaitement ventilé. Les opérateurs devront porter tous les moyens de protection respiratoires induits par l'utilisation des produits utilisés.
- Localisation des interventions : **A définir sur le plan**
- Conditions de stockage : **dans un local aéré**

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 2021	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 43 sur 64	

6.3 Travaux sous-tension, coupures et consignations des réseaux

L'entreprise d'électricité s'assurera de la déconnexion de tous les branchements, préalablement repérés, avant tous travaux. La neutralisation des réseaux fera l'objet d'une **consignation écrite** que sera transmise, en copie, au Coordonnateur SPS, qui les consignera dans le registre journal.

Les consignes seront affichées in situ, pour la connaissance de tous les intervenants du chantier.

L'entrepreneur doit s'assurer, avant et au cours des travaux, que toutes les règles de sécurité et de protection des ouvriers, selon les règlements en vigueur, sont bien respectées.

Les réseaux consignés seront marqués et les départs correspondants seront neutralisés dans le TGBT.

Les consignations des réseaux seront réalisés par du personnel ayant toutes les habilitations en la matière.

L'entreprise transmettra au Coordonnateur SPS, et tiendra à disposition sur le chantier, les habilitations électriques du personnel de chantier.

6.4 Prévention des risques de maladies professionnelles

Chaque employeur fera une évaluation spécifique des risques de maladies professionnelles pour son personnel et prendra les mesures d'informations et de préventions adaptées (diffusion de son P.P.S.P.S) de manière à le prévenir de ces risques et afin de ne pas exporter ces risques aux autres personnes, intervenants du chantier ou extérieurs.

L'entreprise doit mettre en oeuvre des modes opératoires diminuant les nuisances :

bruit, poussière, pollutions, vibrations, gaz toxiques, ciment, charge. A défaut, il faudra prévoir d'autres solutions telles que :

- Réduction des bruits à la source,
- Ventilation des locaux,
- Captation à la source des poussières.
- Utilisation de protections individuelles,
- Utilisation de moyens de levage.
- vaccinations réglementaires correspondantes.

6.5 Équipements de protection individuelle (E.P.I.) à la disposition des salariés (précision des obligations au règlement intérieur de l'entreprise)

La réglementation impose aux chefs d'entreprise de mettre à la disposition des salariés des équipements de protection et des matériels appropriés aux travaux à effectuer et aux risques auxquels les travailleurs sont exposés (article 2 du décret du 8 janvier 1965).

Si l'entrepreneur connaît les règles de son métier, il n'est pas spécialiste de la fabrication d'équipement de sécurité ou de matériels. Il peut donc arriver que l'entreprise, en toute bonne foi, achète des articles incomplets ou inadaptés ou adaptés à un matériel spécifique et c'est ensuite sur le chantier, un équipement dont l'utilisation peut s'avérer dangereuse.

Pour éviter ces inconvénients - qui peuvent se traduire pour l'entreprise par un procès-verbal de l'Inspection du Travail ou par une injonction de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie en cas de manquement aux règles de sécurité - l'Office Général du Bâtiment et des Travaux Publics, Association réunissant les architectes et les entrepreneurs, a pris l'initiative de créer en 1972 le LABEL O.B.S.

Ce label est maintenant officialisé, l'Office Général du Bâtiment et des Travaux Publics ayant été agréé comme organisme certificateur par décision du Ministère de l'Industrie en date du 14 mai 1981 en application du décret n° 80-524 du 9 juillet 1980.

Ce label porte entre autres sur les matériels suivants :

- Échafaudages roulants et de pieds
- Montants de garde-corps
- Chevalets d'échafaudages (tréteaux de maçon)
- Filet de sécurité
- Étais métalliques
- Bottes de sécurité
- Chaussures de sécurité
- Casques de sécurité
- Planches-formes de travail
- Étais tirant-poussant...

À ce titre, il est rappelé que l'échelle est un moyen d'accès à un niveau supérieur avec les deux mains libres ; elle est à proscrire comme poste de travail. En cas de nécessité, il convient d'utiliser des plates-formes de travail ou des échafaudages. Le travail à l'échelle ou à l'escabeau simple sera donc interdit (sauf intervention ponctuelle avérée).

Il est éventuellement envisageable pour des raisons liées à la configuration du site et à la nature des travaux de mettre en œuvre un matériel de sécurité spécifique. Cette demande doit être faite en concertation avec l'organisme de prévention du bâtiment compétent en la matière, y compris toutes sujétions et certifications pour des vérifications techniquement habilitées.

6.6 Analyses des risques

1 TABLEAUX D' ANALYSES DES RISQUES

TOUS CORPS D'ETATS 1/3							
TACHE	SITUATION	RISQUE PROPRE		RISQUE EXPORTE		RISQUE IMPORTE	
		ORIGINE	REMEDE	ORIGINE	REMEDE	ORIGINE	REMEDE
Installation de chantier	Locaux communs	Respect de la propreté	Nettoyage permanent désignation d'un responsable du nettoyage aération régulière	Respect de la propreté	Nettoyage permanent désignation d'un responsable du nettoyage		
	Stockage matériaux et matériels			Chute, encombrement	Respect des aires de stockage		
	Reconnaissance personnel sur site					Vols,dégradations	Contrôle d'accès badge d'entreprise fermeture du chantier entretien de la clotûre
Manutenions levages	Risque général		Pas d'ouvrier sous la charge		Pas d'ouvrier sous la charge		Pas d'ouvrier sous la charge
		Risque mécanique	Contrôle périodique de tous les engins registre à jour sur chantier	Survól de grue	Avertisseurs sonores Homme de manœuvre limiteur de charge pour survól hors chantier		
		Rupture d'élingues	Vérification régulière et changement périodique correspondance entre résistance de l' élingue et charge levée	Chute de colis	Balisage de zone		
		Risque 'opérateur	CACES et autorisation de conduite				
		Chute de matériaux	Contrôle du chargement à lever	Chute de matériaux	Balisage de zone		
Protection individuelle			Casque chaussures de sécurité lunettes de protection gants vêtements de pluie pour travaux extérieurs genouillères casque anti-bruit baudriers réfléchissants				
Matériel électrique		électrocution	Armoires électriques de chantier protégées par différentiel 30 Ma fermeture par porte à clef ou plastron de protection des bornes d'alimentation				

TOUS CORPS D'ETATS 2/3							
TACHE	SITUATION	RISQUE PROPRE		RISQUE EXPORTE		RISQUE IMPORTE	
		ORIGINE	REMEDE	ORIGINE	REMEDE	ORIGINE	REMEDE
Livraison matériel et matériau	Camion auto-déchargeable	Basculement du porteur	Stabilisation du porteur par vérins	Chute de colis	Balisage de zone pas d'ouvrier sous la charge		
		Rupture d'élingues	Vérification régulière et changement périodique correspondance entre résistance de l'élingue et la charge levée				
		Fausse manœuvre basculement des colis	Opérateur habilité répartition des charges pas d'ouvrier sous la charge				
Trafic sur voie publique	Camion déchargé par grue	Rupture d'élingues	Vérification régulière et changement périodique correspondance entre résistance de l'élingue et la charge levée	Chute de colis	Balisage de zone pas d'ouvrier sous la charge		
		Fausse manœuvre basculement des colis	Opérateur habilité répartition des charges pas d'ouvrier sous la charge				
Installation de chantier	Déchargement manuel		Limitation de la charge des colis réduire la distance entre point de déchargement et aire de stockage				
	Manœuvre de véhicules			Emprise sur voie publique ou voie de chantier	Mise en place d'un homme de manœuvre et de trafic avertisseur sonore sur les véhicules		
	Circulation et stationnement des véhicules de chantier			Emprise sur voie publique	Circulation réglementée et présence d'un homme trafic	Passage piétons circulation des véhicules	Signalisation du chantier respect des règles de circulation et du code de la route
				Pas de stationnement sur trottoir	Respect des parkings matérialisés		
	Passage piétons			Emprise sur trottoir	Mise en place d'un cheminement matérialisé pas de survol de charge au dessus des piétons		
	Nettoyage de chantier	Chute ou blessures à cause de gravats	Nettoyage régulier des postes de travail port des chaussure de sécurité, casque, gants enlèvement de toutes pointes et clous	Chute ou blessure à cause de gravats	Nettoyage régulier des postes de travail port des chaussure de sécurité, casque, gants enlèvement de toutes pointes et clous		

TOUS CORPS D'ETATS 3/3							
TACHE	SITUATION	RISQUE PROPRE		RISQUE EXPORTE		RISQUE IMPORTE	
		ORIGINE	REMEDE	ORIGINE	REMEDE	ORIGINE	REMEDE
Matériel électrique			Prolongateur conforme pas de rallonge > 25 M utilisation de matériel classe 2 à double isolation pas de travail pieds dans l'eau				
Accès à un poste de travail en hauteur			Echaffaudage stabilisé avec garde-corps accès par l'intérieur avec trappes dans plateaux pas de déplacement de l'échaffaudage avec ouvrier sur plateau tour d'accès éventuellement échelle amarrée dépassant d'un mètre le niveau à atteindre				
Entretien voirie publique	Souillure par terre ou gravats			Camions ou engins non nettoyés ou mal chargés	Station de nettoyage à la sortie du chantier passage régulier de balayeuse vérification du chargement par poste de garde		
				COACTIVITE	Pas de superposition de tâches planning détaillé établi par l'entreprise générale en liaison avec la maîtrise d'oeuvre et lots indépendants		
Sécurité collective	Voir fiche gros-oeuvre divers						

DEMOLITIONS / CURAGES 1/2							
TACHE	SITUATION	RISQUE PROPRE		RISQUE EXPORTE		RISQUE IMPORTE	
		ORIGINE	REMEDE	ORIGINE	REMEDE	ORIGINE	REMEDE
Démolitions curage	curage	Électrocution	Mise hors tension de tout circuit électrique			electrocution	Depose ou protection ou dérivation de lignes
						Canalisation eau et gaz	Repérage systématique avant intervention et consignation
		Chute de hauteur	Échaffaudage stabilisé ou nacelle sur terrain stable contrôle périodique à jour CACES et autorisation de conduite de l'opérateur				
		chute	Éclairage des zones sombres	linhalation de poussières	Pulvérisation de brouillard d'eau		
		Chute de cloisons	Port du casque balisage de zone	Chute de matériaux	Balisage de zone auvent de protection interdiction d'accès		
		Effondrement de structure	Port du casque balisage de zone étalement engin de démolition avec strusture renforcée	Effondrement de strucrure	Interdiction d'accès à toute personne		
		Marteau-piqueur	Opérateur habilité contrôle de fixation des broches	marteau-piqueur	Balisage de zone		
		Piton sur engin	Opérateur habilité mise en place d'un homme de manoeuvre	Piton sur engin	Balisage de zone		
	Découpe d'acier	chalumeau	Port de gants, tablier, lunettes chaussures de sécurité opérateur habilité chariot porte-bouteilles clapets anti-retour utilisation allume-gaz	Brûlure par projection	Ecran balisage de zone interdiction d'accès		
		incendie	Extincteur approprié permis de feu	incendie	Canalisations eau/gaz		
		Inhalation produits polluants	Port de masque				
	Découpe de bois	tronçonneuse	Port de gants, lunette opérateur habilité				
		incendie	Extincteur approprié permis de feu	incendie	Canalisations eau/gaz		

DEMOLITIONS / CURAGES 2/2							
TACHE	SITUATION	RISQUE PROPRE		RISQUE EXPORTE		RISQUE IMPORTE	
		ORIGINE	REMEDE	ORIGINE	REMEDE	ORIGINE	REMEDE
Démolitions curage	Évacuation gravats	Circulation engin en sous-sol	Opérateur habilité, homme de manœuvre, engin avec contrôle périodique à jour, avertisseur sonore	Salissure des voies publiques pendant évacuation du site	Signalisation réglementaire, poste de lavage des engins nettoyage régulier par balayeuse		
		Remontée vers RdC	Dispositif mécanique contrôlé et sécurisé	Chute de matériaux	Trémie balisée et garde-corps de rive interdiction d'accès à l'aplomb		
	Stabilité des bâtiments et mitoyens		Étalement reprise en sous-oeuvre	affaissement	Étalement reprise en sous-oeuvre renforcement		
				Chute éléments	Travail manuel balisage zone de travail		
Engins		Risque mécanique	Contrôle périodique à jour	Utilisation d'engins	Mise en place d'un homme de manœuvre avertisseur sonore		
		manoeuvre	Opérateur avec CACES et autorisation de conduite				
fouilles		eboulement	Suivant la profondeur et la mitoyenneté : blindage des parois talutage voiles par passes pas de surcharge des rives	Chute en fond de fouilles	Balisage de zone garde-corps en rive de fouille		
						RAPPEL	VOIR FICHE 0 TCE

GROS œuvre / MACONNERIE							
TACHE SITUATION	RISQUES PROPRES			RISQUES EXPORTEES			
	NATURE	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE	NATURE	LOTS CONCERNES	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE
Fondations massifs et longrines	picage armature en attente	acier recourbé ou protection	GROS ŒUVRE	Heurt, écrasement, Chute, chute d'objets	étrangers au chantier	Clôture de chantier	GO
Elévation murs en aggloméré ou en béton	chute de hauteur	échafaudage avec garde corps protection extérieure banches avec passerelles de protection	Gros oeuvre	chute de matériaux	TCE	Plinthe sur garde corps ou passerelles Acier recourbé ou protection	GO
Déplacement personnel	Ecrasement / banche	Mise en place blocs de stabilité des banches	Gros oeuvre	picage armature en attente	TCE	Utilisation des blocs de stabilité des banches	GO
	chute de hauteur	garde corps en tableau de baies, rive de plan-cher, trémies fermées Mise en place escalier définitif à l'avancement		Ecrasement / banche	TCE	garde corps en tableau de baies, rive de plan-cher, trémies fermées	GO
		Zone d'intervention dégagée de gravais	Gros oeuvre	chute de hauteur		évacuation de tous gravais	
Réalisation plancher	Chute de plain-pied	Mise en place passerelle de travail. Réservation dans mur pour mise en place protection garde corps avant décoffrage banche	Gros œuvre	Chute de plain-pied	GROS ŒUVRE	Mise en place passerelle de travail. Réservation dans mur pour mise en place protection garde corps avant décoffrage banche	
	Chute de hauteur	Acier recourbé attaché		Chute de hauteur		Acier recourbé attaché	
Décoffrage	Picage armature en Attente	Mise en place étais sous sous-faces		Picage armature en attente	TCE	Interdire l'accès à la zone de travail	
	Écrasement / heurt	Utilisation d'un dépose plaque Port des protections individuelles	GO	crasement / heurt			
Manutention		Chargement de containers pour levage à la grue			TCE	Interdire l'accès sous la zone de manutention	
Tous travaux	Lombalgie – heurt	Matériel conforme à la norme et révisé avant livraison sur le chantier Armoire chantier générale	GO	Chute de matériel	TCE	conforme à la norme et révisé avant livraison sur le	
	Électrocution		GO	Électrocution			

ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES							
TACHE SITUATION	RISQUES PROPRES			RISQUES EXPORTEES			
	NATURE	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE	NATURE	LOTS CONCER NES	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE
Incorporation des Câbles Intervention en Tirage de câble et essais	Chute de hauteur	Echafaudages stables Equipés de protections Réglementaires Qualifications de l'intervenant	électricité	Chute d'objet		Garde corps sur Echafaudage équipé de plinthes Planification par zone	électricité
Intervention en Faux planchers Ou en faux plafond	Superposition avec D'autres lots	Intervention par zone Planification précise à mettre en œuvre		Superposition des Tâches		Maintien de la Protection du gros Œuvre à détailler Dans le PPSPS	
Intervention dans Les trémies	Chute d'objet	Maintien de la Protection maçonnerie à détailler dans le PPSPS		Chute d'objet		Maintien de la protection adaptée à préciser dans le PPSPS en accord avec le coordinateur lors de l'inspection commune	
	Chute de personne	Maintien de la protection du gros œuvre ou nouvelle protection adaptée à préciser Dans le PPSPS en accord avec coordinateur lors de L'inspection commune		Chute de personne			

PLATRERIE CLOISONS							
TACHE SITUATION	RISQUES PROPRES			RISQUES EXPORTES			
	NATURE	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE	NATURE	LOTS CONCER NES	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE
Approvisionnement	Port de charge manuellement	Levage De plain pied Utilisation de chariot ou transpalette à préciser dans le PPSPS Approvisionnement aux abords des constructions	Cloison / Plâtrerie	Chute d'objet	Tous les autres lots	Balissage autour de l'engin de manutention, définition de l'espace de livraison isolée des accès principaux	Cloison / Plâtrerie
	Encombrement des circulations	Planification précise	A voir avec organisation du chantier	Chute de plain pied	Tous les autres lots	Zones dégagées	Cloison / Plâtrerie
Intervention en hauteur	Chute de personne des escaliers et combles, baies des fenêtres	Echafaudage stable et équipe de protection réglementaire Interdiction d'utiliser les escabeaux	Cloison / Plâtrerie	Chute d'objet	Tous les autres lots	Protection par barrières autour des zones de travail	Cloison / Plâtrerie
Intervention dans locaux en voie d'achèvement	Superposition des tâches	Intervention isolée	Cloison / Plâtrerie	Superposition des tâches	Tous les autres lots	Intervention isolée du lot cloison Doublage	Cloison / Plâtrerie

MENUISERIES INTERIEURES							
TACHE SITUATION	RISQUES PROPRES			RISQUES EXPORTEES			
	NATURE	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE	NATURE	LOTS CONCERNES	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE
Emploi des blocs portes	Eviter les accidents au cours de transport vers zones de stockage et approvisionnement	Zone de stockage de pleins pied sur étage de la construction avec stabilisation des matériaux Pendant les manutention par treuil des colis, assurer la protection à hauteur d'un mètre sur poste de travail Matériel aux normes et protégé mécaniquement	Menuiserie	Accidents	Tous les lots	Interdiction d'emprunter les escaliers communs	Menuiserie
Equiperment des portes palières			Menuiserie	Chute d'objet	Tous les lots	Mesures de balisage et de protection dans la cour pour sécuriser les abords des logements	Menuiserie
			Menuiserie	Déchirure	Tous les lots		Menuiserie
	Electrisation déchirure à la suite d'emploi d'outillage électrique	Instruction relative à l'emploi et entretien des machines et appareils Choix du matériel protégé					
Approvisionnement	Manutentions manuelles	Accès de plein pied à chaque niveau Utilisation de chariots et treuil de levage à définir dans le PPSPS	menuiseries bois	Chute d'objet	Tous les lots	Balisage de l'aire d'évolution du treuil appaux de levage adaptés	menuiseries bois
Mise en place des menuiseries	Encombrement des circulation	Nettoyage et évacuation	menuiseries bois	Superposition de tâches dans les locaux en cours d'aménagement	Tous les lots	Intervention isolée du lot sur la zone de travail	menuiseries bois
	découpe de bois	électrocution utiliser matériel de découpe en bon état pas de découpe au sol mise en place d'un établi Ventilation des zone d'intervention Utilisation de protection individuelle à définir dans le PPSPS Local de stockage de produits			menuiseries bois	Tous les lots	ntervention isolée du lot sur la zone de travail
		Chute de hauteur	Utilisation d'une plate forme individuelle roulante		Chute de personne dans les locaux		

PLOMBERIES SANITAIRES							
TACHE SITUATION	RISQUES PROPRES			RISQUES EXPORTEES			
	NATURE	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE	NATURE	LOTS CONCERNES	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE
Intervention en hauteur	Chute de personne	Echafaudages stables équipés De protections réglementaires Maintien de la protection du Gros œuvre ou nouvelle protection adaptée à préciser dans le PPSP en accord avec coordinateur lors de l'inspection commune	Plomberie	Chute d 'objet	Tous les lots	Echafaudage équipé de plinthes	Plomberie
Intervention en trémie	chute de personne, chute d'objet		Plomberie	Chute de personne	Tous les lots	Condamnation des aires de travail par protection physique Maintien de la protection du gros œuvre ou nouvelle protection adaptée à préciser dans le PPSPS en accord avec coordinateur lors de l'inspection commune Maintien de la protection du gros œuvre	Plomberie
Intervention sur les planchers	Chute de personne	Maintien de la protection du gros œuvre	plomberie	Chute de personne	Tous les lots		Plomberie
Utilisation de chalumeau	Incendie	Appareil vérifié Personnel habilité Extincteur à proximité Nettoyage de la zone Bouteille de gaz stabilisée efficacement par porte chariot Zone de stockage des bouteilles de gaz protégée Intervention isolée du lot dans ce local Planification à préciser par l'organisation du chantier (Ensemble des mesures à détailler dans le PPSPS)	Plomberie	Incendie	Tous les lots	Appareil vérifié Personnel habilité Extincteur à proximité Nettoyage de la zone Bouteille de gaz stabilisée efficacement par porte chariot Zone de stockage des bouteilles de gaz protégée (Ensemble des mesures à détailler dans le PPSPS)	Plomberie

PEINTURE RAVALEMENT							
TACHE SITUATION	RISQUES PROPRES			RISQUES EXPORTES			
	NATURE	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE	NATURE	LOTS CONCERNES	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE
Approvisionnement	Lombalgie	Monte matériaux spécifique	GO		TCE	ne pas stationner sous la charge ou zone de travaux balisage de la zone à l'aplomb de la verrière	Ravalement
	chute de matériaux	ne pas stationner sous la charge	Ravalement	chute de matériaux			
	chute de hauteur	utilisation d'échafaudage de pied					
Pose de la façade	électrocution	matériel révisé avant arrivée sur chantier contrôle quotidien coffret électrique	Ravalement	Électrocution	TCE	matériel révisé avant arrivée sur chantier contrôle quotidien	Ravalement
	coupure / projection	port des équipements individuels	Électricité	Projection		Diriger la coupe ou le meulage dans zones sans intervenant	Ravalement
	chute de hauteur	utilisation échafaudage de pied appro sur échafaudage	Ravalement			Évacuation de tous gravois	Ravalement
		zones d'intervention dégagées de gravois		Chute de plain-pied			
Travaux en Hauteur	Chute de plain-pied			Chute de personnes dans les locaux			
	Chute	Mode opératoire à définir dans le PPSPS notamment pour les échafaudages	Peinture			Travail dans les zones isolées Condamnation des aires d'évolution du personnel	Peinture
Utilisation de solvants ou Produits dangereux	Intoxication Incendie	Fournir les fiches de données de sécurité dans le PPSPS Local de stockage extérieur au bâtiment, si besoin Ventilation des zones d'intervention Utilisation de protections individuelles à définir dans le PPSPS	Peinture	Intoxication Incendie Superposition de Tâches dans les locaux	Tous les lots	Stockage extérieur Isolation des zones d'intervention et planification précise	Peinture
					Tous les lots	Condamnation des zones d'évolution du personnel	Peinture

CARRELAGE FAIENCE							
TACHE SITUATION	RISQUES PROPRES			RISQUES EXPORTEES			
	NATURE	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE	NATURE	LOTS CONCERNES	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE
Approvisionnement	Manutentions manuelles	Accès de plein pied à chaque niveau Utilisation de chariots et treuil de levage à définir dans le PPSPS	Carrelage Sols scellés	Chute d'objet	Tous les lots	Balisage de l'aire d'évolution du treuil appareaux de levage adaptés	Carrelage Sols scellés
Mise en place des revêtements	Encombrement des circulation	Nettoyage et évacuation					
	Intoxication par l'emploi de substances dangereuses	Utilisation de produits non toxiques Fournir les fiches de données sécurité Ventilation des zone d'intervention Utilisation de protection individuelle à définir dans le PPSPS Local de stockage de produits extérieurs au bâtiment	Carrelage Sols scellés	Superposition de tâches dans les locaux en cours d'aménagement t	Tous les lots	Intervention isolée du lot sur la zone de travail	Carrelage Sols scellés
	Chute de hauteur	Utilisation d'une plate forme individuelle roulante	Carrelage Sols scellés	Chute de personne dans les locaux	Tous les lots	Intervention isolée du lot sur la zone de travail	Carrelage Sols scellés

SOLS SOUPLES							
TACHE SITUATION	RISQUES PROPRES			RISQUES EXPORTEES			
	NATURE	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE	NATURE	LOTS CONCERNES	MESURES DE PREVENTION	LOT CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE
Approvisionnement	Manutentions manuelles	Accès de plain-pied à chaque niveau Utilisation de chariots et treuil de levage à définir dans le PPSPS	Revêtement de sol	Chute d'objet	Tous les lots	Balisage de l'aire d'évolution du treuil appareaux de levage adaptés	Revêtement de sol
Mise en place des revêtements	Encombrement des circulation	Nettoyage et évacuation	Revêtement de sols	Chute de plain- pied	Tous les lots	Nettoyage et évacuation	Revêtement de sol
	Intoxication par l'emploi de substances dangereuses	Utilisation de produits non toxiques Fournir les fiches de données sécurité Ventilation des zone d'intervention Utilisation de protection individuelles à définir dans le PPSPS Local de stockage de produits extérieurs au bâtiment	Revêtement de sol	Superposition de tâches dans les locaux en cours d'aménagement t	Tous les lots	Intervention de lot dans la zone de travail	Revêtement de sol

Opération n° : 2021-03	MISE EN ACCESSIBILITE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE	Date : 30 / 05/ 202	
PGC INDICE 02 catégorie 2	5, Place André MIGNOT 78000 VERSAILLES	DG CSPS eirl page 56 sur 64	

6.7 PROJET de plan d' installation de chantier (P.I.C)

A diffuser par lot installations de chantier

6.8 PLAN D' EVACUATION D' URGENCE DU SITE

A diffuser par MOA

6.9 PLAN DE CIRCULATION

La circulation des véhicules est limitée aux chargements déchargements

6.10 SIGNALISATIONS A METTRE EN OEUVRE SELON CAS



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui,
après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours

15

Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

En face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



**CHANTIER
INTERDIT
AU PUBLIC**

**DANGER
TRAVAUX**



